



Centre International de Recherches et d'Etudes sur le Terrorisme
& l'Aide aux victimes du Terrorisme

CIRET-AVT



LIBYE : UN AVENIR INCERTAIN

**Compte-rendu de mission d'évaluation
auprès des belligérants libyens**

Paris, Mai 2011

REMERCIEMENTS

Les auteurs du présent rapport remercient tous les Libyens qui ont accepté de les recevoir et de répondre à leurs questions, dans les deux parties du pays, ainsi que les personnels diplomatiques, les responsables des services de renseignement, les membres des organisations humanitaires et les journalistes de la presse internationale, avec lesquels ils ont échangé.

PREAMBULE

Organisée à l'initiative du Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT¹) et du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R²), et avec le soutien du Forum pour la paix en Méditerranée³, une délégation internationale d'experts s'est rendue tour à tour à Tripoli et en Tripolitaine (du 31 mars au 6 avril), puis à Benghazi et en Cyrénaïque (du 19 au 25 avril), afin d'évaluer la situation libyenne en toute indépendance et neutralité et de rencontrer les représentants des deux parties.

Une telle démarche, dans le cadre de la crise libyenne reste à ce jour unique.

La délégation comprenait les personnalités suivantes :

- Mme **Sayda BenHabyès** (Algérie), ancienne ministre de la Solidarité, ancien Sénateur, membre fondateur du CIRET-AVT, Prix des Nations Unies pour la société civile,
- Mme **Roumiana Ougartchinska** (France/Bulgarie), essayiste, journaliste d'investigation,
- Le **Préfet Yves Bonnet** (France), préfet honoraire, ancien député, ancien directeur de la Surveillance du territoire (DST), président du CIRET-AVT,
- Mr **Dirk Borgers** (Belgique), expert indépendant,
- Mr **Eric Denécé** (France), directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R),
- Mr **André Le Meignen** (France), expert indépendant, vice-président du CIRET-AVT.

Les principes qui ont guidé l'action de la délégation sont les suivants :

- attachement aux principes démocratiques : liberté, droits de l'homme et de la femme, résistance à l'oppression tels qu'affirmés dans les actes et décisions de l'ONU ;
- sécurité et sauvegarde des populations civiles ;
- neutralité dans le conflit ;
- interdiction de la promotion des intérêts nationaux ;
- opposition à toute intervention militaire étrangère transgressant le droit international, ou fondée sur un prétendu droit d'ingérence en contradiction avec les principes fondateurs de l'ONU ;
- énonciation des faits excluant tout jugement ;
- sens critique.

Sur ce dernier point, il convient de souligner que la délégation, de par sa composition, a bénéficié d'une expertise approfondie dans l'analyse et le décryptage des situations de crise et de la désinformation. Tout au long de sa mission, dans un conflit plus médiatique que proprement militaire, elle est restée particulièrement vigilante aux risques de manipulation de la part de ses interlocuteurs. Elle a entendu se tenir à distance des contempteurs de la rébellion comme des thuriféraires du régime de Tripoli.

¹ <http://www.ciret-avt.com/>

² <http://www.cf2r.org>

³ <http://www.mpforum.org/>

Enfin, la mission a pu être autonome, en terre arabophone, en matière de traduction, grâce à la présence et à la disponibilité de Mme BenHabyès, que toute la délégation tient ici à remercier.

Nota

Ce rapport n'intègre que les événements survenus jusqu'au 30 avril 2011.

Carte de Libye



SOMMAIRE

Résumé	p. 7
1. Le régime libyen	p. 8
Structure de l'Etat libyen	p. 8
Nature de l'Etat libyen	p. 8
Originalité du modèle socio-économique libyen	p. 9
Le soutien des pays africains	p. 10
L'évolution institutionnelle	p. 11
2. L'armée libyenne et les « mercenaires »	p. 13
Les forces armées	p. 13
Les mercenaires	p. 13
3. Les causes de la révolution	p. 14
Un contexte spécifique	p. 14
L'irrédentisme de l'Est	p. 15
Le rôle des réseaux sociaux	p. 16
Le rôle des médias et la mise en scène du conflit	p. 16
4. Les événements	p. 17
L'insurrection	p. 17
Événements à l'Est	p. 17
Événements à l'Ouest	p. 19
Premiers enseignements	p. 20
5. Les combats	p. 21
Les enjeux de la bataille de Misrata	p. 21
6. Les conséquences du conflit	p. 22
La fuite des communautés étrangères	p. 22
La situation humanitaire	p. 23
7. Les insurgés et le CNT	p. 23
Une composition hétérogène	p. 23
Le poids du mouvement monarchiste Senoussi	p. 24
Des dirigeants contestables	p. 24
Les objectifs politiques du CNT	p. 25
La stratégie militaire du CNT	p. 26
Les prisonniers du CNT	p. 27
La « propagande » du CNT	p. 28
Les soutiens du CNT	p. 29

8. L'action de l'OTAN	p. 29
Les succès des frappes aériennes	p. 29
Les dommages collatéraux	p. 30
Les limites des frappes de l'OTAN	p. 30
Observations de la délégation	p. 31
Les réactions de la population libyenne aux bombardements	p. 31
Une résolution imprécise et contournée	p. 32
9. L'action des services occidentaux	p. 32
Les opérations clandestines d'assistance	p. 33
Les tentatives d'assassinat de Kadhafi	p. 34
10. Les stratégies internationales	p. 34
La stratégie américaine	p. 34
Les intérêts des autres acteurs	p. 35
11. La position de la France	p. 36
Les raisons de l'engagement français	p. 36
Illusions dangereuses	p. 37
Le coût du conflit	p. 37
12. Le risque terroriste	p. 38
Le Groupe islamique de combat libyen	p. 38
La Cyrénaïque, terre de djihadistes	p. 39
La participation du GICL aux combats	p. 40
Les déclarations d'Al-Qaïda	p. 41
Les réponses du CNT	p. 41
La constitution d'un nouveau foyer terroriste régional ?	p. 41
13. L'avenir de la « révolution »	p. 42

RESUME

Il n'est nul besoin d'insister sur la nature hautement critiquable de la dictature imposée, depuis 1969, par Muammar Kadhafi à ses concitoyens. Face à une telle situation, rien n'est plus légitime que l'aspiration à plus de liberté et de démocratie.

Néanmoins, l'étude des faits conduit à affirmer que la « révolution » libyenne n'est ni démocratique, ni spontanée. Il s'agit d'un soulèvement armé de la partie orientale du pays, dans un esprit de revanche et de dissidence, qui tente de s'inscrire dans la dynamique du « printemps » arabe, dont il ne relève cependant pas.

Le mouvement libyen ne peut donc être comparé avec les révoltes populaires tunisienne et égyptienne.

Plus inquiétant, le CNT s'affirme n'être qu'une coalition d'éléments disparates aux intérêts divergents, dont l'unique point commun est leur opposition déterminée au régime. Les véritables démocrates n'y sont qu'une minorité, et doivent cohabiter avec des d'anciens proches du colonel Kadhafi, des partisans d'un retour de la monarchie et des tenants de l'instauration d'un islam radical

Le CNT n'offre, en conséquence, aucune garantie pour l'avenir, malgré la détermination des démocrates, car les autres factions entendent bien orienter le conseil dans le sens de leurs objectifs.

Surtout, la Libye est le seul pays du « printemps » arabe dans lequel le risque islamiste s'accroît, la Cyrénaïque étant la région du monde arabe ayant envoyé le plus grand nombre de djihadistes combattre les Américains en Irak.

Il semble donc que les puissances occidentales ont fait preuve d'un aventurisme excessif en s'engageant dans cette crise. Ce qui devait être une victoire facile est devenu un semi-échec en raison de l'inconsistance des forces rebelles. L'enlisement des opérations des insurgés ne leur laisse que deux possibilités : un recul peu glorieux ou un engagement accru dans le conflit, notamment par l'envoi d'unités terrestres.

L'intervention occidentale est en train de créer plus de problèmes qu'elle n'en résout. Elle risque fort de déstabiliser toute l'Afrique du Nord, le Sahel, le Proche-Orient, et de favoriser l'émergence d'un nouveau foyer d'islam radical, voire de terrorisme, en Cyrénaïque.

La coalition parviendra peut-être à éliminer le guide libyen. Mais l'Occident doit prendre garde qu'il ne soit pas remplacé par un régime plus radical et tout aussi peu démocratique.

1. LE REGIME LIBYEN

Structure de l'Etat libyen

La Libye est un Etat à la structure tribale dans lequel seul le pouvoir central « unit » le pays. La répartition entre tribus est le socle de la société, ce qui distingue ce pays de ses deux voisins tunisien et égyptien. Les loyautés tribales jouent un rôle clé dans la politique libyenne.

Le régime de Kadhafi est fondé sur une alliance de la petite tribu Kadhafa – à laquelle il appartient – avec deux des plus grandes tribus du pays : la Warfalla, basée principalement en Tripolitaine, et la Magarha, du Fezzan. Kadhafi, comme dans les régimes et tribus africains, a ses partisans prêts à le soutenir jusqu'au bout.

Même si les quatre décennies de pouvoir de Kadhafi ont permis de cristalliser un sentiment national, les Libyens se reconnaissent avant tout dans leur appartenance tribale.

Toutes les tribus sont aujourd'hui réparties dans tout le pays en raison d'un brassage continu de la population. C'est ainsi que l'on trouve, des membres des tribus de Benghazi dans les villes de l'ouest de la Libye. Cette mobilité sociale peut expliquer que les soulèvements contre le régime se soient produits sur tout le territoire.

Nature de l'Etat libyen

La Libye de Kadhafi est un régime autoritaire qui a longtemps entretenu des liens étroits avec l'irrédentisme palestinien, y compris sous ses formes qui ressortissent du terrorisme international. Ce constat, quasi-unanimement tenu pour assuré, mérite cependant d'être nuancé. En effet, si la majorité des acteurs internationaux affirment avec force l'implication active du régime dans le terrorisme international, en soulignant sa responsabilité dans les deux attentats du DC 10 d'UTA et de Lockerbie¹, certains experts, et non des moindres, ont émis des doutes sur la paternité des services libyens dans ces deux opérations².

Certes, Muammar Kadhafi a indemnisé toutes les familles des victimes de ces deux attentats, ce que tous prennent pour un aveu de culpabilité. Mais d'autres experts, affirment que le guide, sous la pression internationale, sachant que la vérité ne pouvait aboutir, a acheté la paix en payant. Cette manière de procéder est caractéristique d'un raisonnement qui distingue responsabilité et culpabilité. Le Guide libyen à cette dichotomie, une conception très orientale du prix de la vie humaine, qui permet de « désintéresser » les victimes ou les familles de victimes en espèces sonnantes et trébuchantes, sans que ces dédommagements vailent aveu, ni de près ni de loin. Mieux, Muammar Kadhafi n'a pas hésité à racheter des otages, selon le même principe, comme cela se faisait au temps des barbaresques. Il a procédé ainsi avec l'ethnologue Françoise Claustre, « rachetée » à Hissène Habré, et avec les otages de l'île de Jolo.

¹ Abdallah Senoussi, le beau-frère de Kadhafi, chef des services de renseignement, a été explicitement accusé et mis en cause dans l'attentat de Lockerbie. Il est cité dans la procédure.

² Cf. Claude Silberzahn, ancien directeur de la DGSE. Cf. Pierre Péan, *Manipulations africaines. Qui sont les vrais coupables de l'attentat du vol UTA 772 ?* Plon, Paris, 2001.

Au total, Kadhafi se comporte davantage comme un chef d'Etat africain que comme leader arabe. Il est tyrannique, imprévisible, fantasque, mégalomane.

Le régime Kadhafi, c'est 42 ans d'injustice et de privation de liberté. En février 2011, la situation du pays était bloquée. A la différence de la Tunisie et de l'Egypte, il n'y avait aucune place pour les partis politiques, les syndicats, les médias indépendants et la société civile était quasiment inexistante. L'opposition était réduite à néant. Le pays vit sous étroite surveillance, avec des détentions arbitraires. La nécessité de réformes politiques était criante. Cela ne pouvait que déboucher sur une explosion de violence.

Le régime de Kadhafi conduisait inexorablement le pays à se refermer sur lui-même engendrant un phénomène d'insularité de fait. Il limitait l'ouverture au monde aux voyages et, fait significatif, l'enseignement des langues étrangères que les jeunes générations parlent peu, à l'exception des Libyens de la diaspora.

Dans le même ordre d'idées, le développement de la société civile a été considérablement freiné par le système mis en place depuis 40 ans par le colonel Kadhafi. Ce dernier n'hésitait pas à dire, l'année dernière encore, qu'une telle émergence ne pouvait avoir de sens en Libye : dans un pays où le peuple est censé détenir le pouvoir, il ne peut exister une entité sociologique s'opposant à lui. Ce vide socio-politique contrarie l'émergence de futurs dirigeants au sein de l'opposition.

Originalité du modèle socio-économique libyen

Si le leader libyen est sans conteste un dictateur et si la situation de la population n'est guère enviable en ce qui concerne l'exercice des libertés démocratiques, la situation socio-économique du pays est exceptionnelle à l'échelle africaine.

Kadhafi a réellement développé son pays, à la différence des despotes d'Afrique subsaharienne, même si lui et ses proches se sont considérablement enrichis depuis son arrivée au pouvoir. La redistribution de la rente, même inégalitaire, a permis d'assurer la paix sociale.

En 1969, lorsque le colonel Kadhafi accède au pouvoir par un coup d'Etat qui renverse la monarchie, le peuple libyen est un des plus pauvres au monde avec un revenu annuel par habitant de moins de 60 dollars.

Aujourd'hui, grâce au « socialisme arabe » du gouvernement et à la manne pétrolière, la Libye connaît un de plus hauts niveaux de vie du monde arabe, et le plus élevé en Afrique. La plupart des familles libyennes sont propriétaires de leur domicile et la plupart possèdent une voiture.

Le système public de santé, gratuit, est l'un des meilleurs du monde arabe de même que l'éducation, également gratuite, et largement ouverte aux femmes.

Hôpitaux et dispensaires sont aux normes européennes et les prestations sollicitées de et à l'étranger prises en charge par l'Etat. Ainsi même dans le contexte douloureux de l'affaire des 475 enfants infectés par le sida à Benghazi, dite « des infirmières bulgares » le gouvernement libyen avait payé la totalité des frais d'hospitalisation des enfants et les frais de déplacement des familles (voyages à l'étranger, médicaments). Aujourd'hui, celles-ci disent n'avoir plus les moyens de soigner les enfants. Pour le cancer, les traitements étaient gratuits et ne le sont plus.

Le pays dispose d'équipements publics et urbains de bonne qualité. Les routes sont bien entretenues, de très nombreux logements étaient en construction au déclenchement de la révolution ainsi qu'en attestent les chantiers interrompus.

Le régime est également à l'origine du développement de l'industrie pétrolière, comme la raffinerie de Brega. Il a également lancé de grands programmes d'équipements structurants dans les domaines agricole et industriel, jusqu'au gigantesque projet de « Grande Rivière » largement réalisé. La présence en Libye des leaders mondiaux du BTP, le canadien Lavalin ou le français Bouygues, traduit, sur le terrain, cet effort de modernisation, exceptionnel en « terre arabe ».

Traduite en statistiques et résumées, la situation socio-économique de la Libye est la suivante : sous la monarchie, elle était l'un des pays le plus pauvre du monde. Aujourd'hui, elle se classe au 53^e rang mondial pour l'indice de développement humain - devant la Russie, le Brésil, l'Ukraine et Venezuela. Elle est considérée comme le pays le plus développé en Afrique.

En Tunisie et en Egypte, la jeunesse s'est révoltée car elle ne trouvait pas de travail. En Libye en revanche, l'économie faisait appel à trois millions de travailleurs immigrés. Le chômage était inexistant et le niveau de vie convenable au regard des critères internationaux.

Le soutien des pays africains

Fait trop souvent ignoré, la Libye a été un acteur majeur du développement et de l'indépendance du continent africain

Kadhafi a permis à l'Afrique de connaître une véritable révolution technologique, grâce au financement du premier satellite africain de communications. Cet outil a permis de relier l'ensemble du continent par téléphone, d'assurer la diffusion des programmes de télévision et de radiodiffusion, ainsi que plusieurs autres applications technologiques comme la télémédecine et l'enseignement à distance. Grâce aux transmissions radio WMAX, une connexion à faible coût a été mise à disposition à travers le continent, y compris dans les zones rurales.

Tout a commencé en 1992, lorsque 45 pays africains ont créé RASCOM (Organisation régionale africaine de communications par satellite) pour que l'Afrique ait son propre satellite afin de réduire les coûts de communication dans le continent. Auparavant, les appels téléphoniques à destination et en provenance d'Afrique étaient les plus chers au monde, car ils transitaient par les satellites de télécommunications européens, qui facturaient au prix fort.

Après 14 ans de tentatives infructueuses des Etats africains afin d'obtenir un prêt (auprès de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, des Etats-Unis et de l'Europe), le leader libyen a pris ce projet à sa charge et a mis 300 millions de dollars sur la table, pour débloquer le projet. La Banque africaine de développement a ajouté 50 millions de dollars et la Banque de développement d'Afrique de l'Ouest 27 millions. C'est ainsi que l'Afrique a obtenu son premier satellite de télécommunications le 26 décembre 2007. La Chine et la Russie ont alors accepté de partager leur technologie, ce qui a permis de lancer des satellites pour l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Angola, l'Algérie. Un second satellite de communication africain a été mis sur orbite en juillet 2010.

Sur le plan institutionnel, le budget de l'Union africaine (UA) est financé à hauteur de 15% par la Libye, ce qui permet de comprendre le peu d'empressement de cette organisation à condamner Kadhafi, à la différence de la Ligue arabe, dont les leaders le détestent.

Au cours de son « règne », les largesses du leader libyen se sont étendues de l'Afrique du Sud au Libéria, en passant par Madagascar et les pays de la zone sahélienne. Il a ainsi financé des cités administratives, des hôtels, des restaurants, des sociétés de toute nature, des organisations islamiques, un réseau de distribution d'essence (via la société OiLibya), des commerces, des manifestations ludiques - comme le Festival du désert au Mali - et souvent, des groupes d'opposition. Au Mali, la télévision nationale a été financée en grande partie, dans les années 1980, par la Libye qui, plus récemment, a aussi construit les infrastructures gouvernementales tout en soutenant discrètement la rébellion touareg. Le régime libyen s'est fait une spécialité de l'organisation de négociations entre ennemis ou adversaires et du jeu des « bons offices » comme dans la libération de Françoise Claustre (1977) ou celle des otages de l'île de Jolo (2000).

Ainsi, le régime de Tripoli est-il activement soutenu par ses nombreux débiteurs et par tous ceux qui ont bénéficié par le passé de ses soutiens politiques, financiers et militaires.

Une de ses plus belles réussites réside dans son « alliance » avec les Touaregs qu'il a activement protégé et financé durant la répression de leur mouvement par le Mali dans les années 1990.

C'est le discours d'Oubari (1981) qui fonde les relations entre les différents mouvements politico-militaires touaregs et la Libye. En effet, l'une des décisions annoncées alors fut l'ouverture des camps militaires libyens aux jeunes Touaregs afin de les initier au maniement des armes. Ce soutien aux Touaregs est à l'origine de nombreux différends avec l'Algérie, le Mali et le Niger.

Kadhafi fait de nouveau parler de lui en 2005, en accordant à tous les Touaregs nigériens et maliens présents sur son territoire une carte de séjour à durée illimitée. Puis, en 2006, il appelle les tribus du Sahara, y compris celles des Touaregs, à se constituer en une entité commune pour s'opposer au terrorisme et au trafic de drogue. Enfin, il organise, en août 2008, un grand rassemblement à Oubari, dans le sud libyen.

C'est la raison pour laquelle des centaines de combattants, venant du Niger et du Mali, sont ainsi venus porter assistance à Kadhafi, considérant avoir une dette de sang à son égard. La mission les a rencontrés.

L'évolution institutionnelle

Sans doute conscient du déphasage entre la situation socio-économique de la Libye et son archaïsme institutionnelle, Kadhafi, sous la pression de son fils Saïf al-Islam, semblait ces dernières années décidé à faire évoluer un régime figé dans son autoritarisme, notamment par le biais de la Fondation Kadhafi pour le développement. Saïf al-Islam est apparu à partir de 2003 comme un « moderniste », incarnant l'espoir d'une ouverture de la Libye sur la démocratie.

Une campagne de communication est confiée, entre 2006 et 2008, au Monitor Group, une société américaine, pour faire connaître la volonté d'évolution du régime. La Libye a alors besoin d'aide afin de développer ses institutions dans un sens démocratique et de moderniser son économie. Après des décennies d'isolement, les milieux d'affaires, les citoyens, le gouvernement et les élites intellectuelles cherchent à approfondir leur compréhension des idées et des pratiques du monde.

Ainsi, en 2009, Saïf al-Islam fait libérer près de 2 000 islamistes, prisonniers politiques. Parallèlement, le régime donne de nombreuses preuves de sa volonté d'établir des nouvelles relations de partenariat avec les pays occidentaux.

En ce qui concerne les flux migratoires, les accords passés avec l'Italie portent leurs fruits, puisque les arrivées de migrants sur les côtes de la péninsule diminuent de 90 %, notamment grâce au renforcement des moyens maritimes de contrôle – vedettes notamment – mis à la disposition de Tripoli par Rome.

Kadhafi procède à la destruction de ses armes de destruction massive (ADM), renonce au terrorisme, indemnise les victimes de ses actes, réels ou supposés, et finit par libérer les infirmières bulgares.

Surtout, il développe une étroite coopération avec l'Occident dans la lutte contre Al-Qaïda. Selon un rapport de 2008 du Département d'État, le gouvernement libyen « *a continué à coopérer avec les États-Unis et la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme et son financement (...). Les représentants du renseignement espèrent accroître leur aide à la Libye en matière de contre-terrorisme durant les exercices financiers de 2010 et 2011* ».

En 2009, le renseignement libyen et la CIA, dans le cadre d'un accord négocié par Moussa Koussa, mettent en place un programme commun de contre-terrorisme. L'agence américaine forme alors des professionnels du renseignement libyen. Ces mesures concrètes de coopération ne sont habituellement engagées qu'avec des services entre lesquels se manifeste une totale confiance. Mieux encore, les services libyens acceptent, à la demande des Britanniques du MI-5 et du MI-6, d'infiltrer des agents dans les milieux islamistes londoniens, ce qui scelle la réconciliation.

Enfin, le projet d'établissement d'une constitution, rompant radicalement avec les préceptes du Livre vert, est en préparation, rédigé avec l'aide d'éminentes personnalités étrangères, membres de la fondation Khadafi¹ : les professeurs Joseph Nye (Etats-Unis), Francis Fukuyama (Etats-Unis), Benjamin Barber (Etats-Unis) et Tony Giddens, (Royaume uni).

Ainsi, le régime, malgré son lourd passif, est en pleine évolution. Kadhafi s'apprête même à annoncer de nouvelles réformes quand la « révolution » vient tout interrompre.

Comme une manœuvre soigneusement préparée, le mouvement prend naissance les 12 et 13 février 2011. Prenant la mesure du danger, le gouvernement annonce, dès le 17 février, diverses dispositions d'apaisement, par exemple en offrant des primes à la population, et envoie de nombreux représentants en province.

Le 2 mars, Kadhafi en personne annonce des réformes qui doivent accorder une plus grande place à la société civile, il assouplit le régime législatif et la Cour suprême publie une Déclaration de principes. Mais la contestation ne cesse de prendre de l'ampleur.

Il semble qu'alors, l'entourage du Guide lui conseille de réagir violemment afin de frapper les esprits des manifestants. L'interrogation subsiste de savoir quels sont précisément les personnages de l'entourage de Kadhafi qui avaient intérêt au pourrissement de la situation.

¹ <http://www.gicdf.org/>

2. L'ARMÉE LIBYENNE ET LES MERCENAIRES

Les forces armées

Le gouvernement libyen a toujours pris soin de ne pas laisser se constituer une armée professionnelle puissante. Il préfère fonder la sécurité du régime sur le système des milices tribales organisées en « comités révolutionnaires ».

L'armée libyenne compte environ 50 000 hommes, dont seulement 10 000 sont véritablement entraînés, équipés, correctement payés et motivés. Ce sont les forces les plus loyales au régime, répartis entre 4 brigades, notamment la 32^e brigade mécanisée - commandée par Khamis Kadhafi, fils du guide - forte de 4 000 hommes, bien équipée en chars, véhicules blindés de transport de troupes et automoteurs d'artillerie.

Le reste de l'armée de terre est organisé en 10 bataillons blindés, 10 bataillons mécanisés, 18 bataillons d'infanterie et 6 bataillons commando, auxquels il faut ajouter 22 bataillons d'artillerie. Avant la crise, l'arsenal des forces terrestres libyennes était conséquent avec 500 chars de bataille (T-72, T-62 et T-55), 1 500 blindés divers et 2 000 pièces d'artillerie. Il comprenait également quelques dizaines d'hélicoptères d'assaut. Comme pour la force aérienne, ces moyens ont été considérablement réduits par les années d'embargo, une maintenance déplorable et de nombreuses défections. Il en reste cependant suffisamment pour équiper convenablement une force de quelques dizaines de milliers d'hommes. Bien qu'à court d'entraînement et fragilisée par le stockage d'une partie de ses armes, cette armée est techniquement et tactiquement très supérieure aux rebelles, motivés mais sans grandes compétences militaires, individuelles et collectives.

La force aérienne, forte d'environ 18 000 personnels, alignait, avant la campagne de l'OTAN, plus d'une centaine d'appareils de combat (MiG 21/23, Su 24, etc.), sans compter les hélicoptères. Il faut noter que certains pilotes seraient d'origine serbe. La marine avec 8 000 personnels et un faible nombre de bâtiments de petit tonnage joue un rôle négligeable sur le plan opérationnel.

Il convient d'ajouter à ces forces proprement militaires les effectifs (non connus) de la police et des différentes milices locales qui dépendent des chefs de tribus.

A l'occasion des combats, aucun observateur n'a relevé de désertions au sein des forces libyennes fidèles au régime, même au moment où elles piétinaient à Misrata et Ajdabiya. Cela s'explique par le recrutement de ces troupes dans les tribus fidèles à Kadhafi, notamment les Kadhafa.

Les mercenaires

Bien des choses ont été écrites sur les « mercenaires » servant dans les forces de sécurité libyennes, mais peu sont exactes. En fait, la pratique du « mercenariat » est ancienne. Il y a plusieurs dizaines d'années que des étrangers servent le régime de Muammar Kadhafi, soit au sein d'unités militaires, soit dans des milices armées. Mais leur impact sur le plan opérationnel reste limité.

A la fin des années 1970, le colonel avait constitué une « Légion islamique » qui devait intervenir sur l'ensemble du continent dont il rêvait de faire les « États-Unis d'Afrique ». Après les échecs rencontrés au Tchad en 1987, cette unité a été dissoute.

Au cours des années récentes, de nouveaux recrutements d'étrangers ont été opérés. Ce phénomène est tout à fait comparable à ce que l'on retrouve à tous les niveaux de la vie économique libyenne : une très forte proportion de travailleurs étrangers en quête d'un emploi dans le pays.

De nos jours, les recrues sont majoritairement de nationalités malienne, tchadienne, nigérienne, congolaise et soudanaise. Si la solde n'atteint pas les 2 000 dollars par mois annoncés par la propagande adverse, elle est tout de même conséquente rapportée aux salaires de misère qui sont en vigueur dans les pays d'origine des volontaires.

Les informations en provenance des forces rebelles qui dénoncent ces intrusions étrangères sont vagues et sujettes à caution. Début avril, les insurgés ont indiqué avoir capturé quinze mercenaires algériens à Ajdabiya et en avoir tué trois lors des combats livrés dans cette ville. Le porte-parole des rebelles a aussitôt accusé l'Algérie de soutenir Mouammar Kadhafi, affirmant que ce pays "fermait les yeux" sur la venue de mercenaires.

Jennifer Rubin, du *Washington Post*, citant un ancien proche du régime aujourd'hui passé dans l'opposition, écrit que 450 mercenaires sahraouis participeraient à la répression des insurgés. Ils proviendraient des camps de Tindouf en Algérie, où sont basés les membres du Polisario, ce qui impliquerait une complicité de l'Algérie. Ces combattants toucheraient, toujours selon le *Washington Post*, 10 000 dollars pour deux mois d'engagement. Le montant de la solde est tout simplement ahurissant. Le Polisario a d'ailleurs rejeté ces allégations.

Ce qui est en revanche avéré – et la mission l'a constaté par elle-même –, c'est que les Touaregs (Targuis) du Niger sont venus en mai à Tripoli apporter leur soutien à Kadhafi. Leur démarche relève d'une dette d'honneur et elle est spontanée. Ils se disent 30 000, chiffre très largement exagéré. La mission a pu rencontrer certains de leurs chefs logés à l'hôtel Corinthia, à Tripoli.

A la vérité, les effectifs de ces combattants étrangers sont particulièrement difficiles à évaluer. Les chiffres qui circulent sont gonflés (jusqu'à 6 000 selon certaines sources) et il semble qu'un amalgame délibéré soit fait entre des Libyens d'origine étrangère et de véritables volontaires venus d'autres pays. Quel que soit leur nombre, ils ne constituent qu'une faible partie des forces libyennes.

3. LES CAUSES DE LA REVOLUTION

Un contexte spécifique

La genèse de la « révolution » libyenne semble résulter de la conjonction de plusieurs phénomènes :

- le contexte régional, celui du « printemps arabe », porteur d'appels à manifester pour obtenir davantage de libertés,
- une situation spécifique à la Libye, et plus particulièrement à sa partie orientale,
- des ingérences extérieures.

En Tunisie, le mécontentement social a joué un grand rôle dans l'explosion du mécontentement. De même, en Égypte, les problèmes économiques et sociaux ont eu une importance majeure.

En Libye, le régime a, grâce à la recette pétrolière, procédé à une véritable redistribution des richesses, même si elle reste très inégalitaire. Le pays produisait avant la crise environ 1,5 million de barils par jour. Ses avoirs sont estimés à près de 150 milliards de dollars, pour une population de 6 millions de personnes. Cette richesse collective, associée à une politique sociale ambitieuse, engendre une conséquence insolite en Afrique : les Libyens refusent de faire des travaux qu'ils considèrent comme «dégradants». Les jeunes qui terminent leurs études refusent des emplois de bas de gamme. Ils revendiquent immédiatement des fonctions lucratives, un appartement confortable, une voiture neuve. Le gouvernement est donc contraint d'importer une abondante main d'œuvre étrangère, par centaines de milliers, pour faire le travail que les Libyens refusent de faire.

Les causes sociales ne semblent donc pas déterminantes dans la crise dont il faut rechercher les causes ailleurs. Tout se passe comme si les aspirations du peuple libyen n'étaient donc que politiques : rejet d'un pouvoir personnalité à l'excès, exigence de liberté.

L'irrédentisme de l'Est

La Cyrénaïque s'est toujours montrée rétive à accepter la domination de la Tripolitaine et l'autorité du colonel Kadhafi - bien qu'ayant pris une épouse à l'est - n'y a jamais été acceptée : l'influence de l'ancienne monarchie sénoussie ainsi que celle des Frères musulmans y perdurent et se concrétisent régulièrement par des manifestations.

Benghazi est connu comme un foyer d'extrémisme religieux. La Cyrénaïque a une tradition islamiste ancienne remontant à l'époque de la confrérie sénoussie. L'intégrisme y est beaucoup plus marqué que dans l'ouest du pays : les femmes, intégralement voilées, ne conduisent pas et leur vie sociale est réduite au minimum. Au sein de la population dominant les hommes barbus, souvent marqués au front du signe noir de la piété.

Enfin, fait souvent méconnu, Benghazi est devenue, au cours des quinze dernières années, l'épicentre de la migration africaine vers l'Europe. Ce trafic humain s'est transformé en une véritable industrie, brassant des milliards de dollars. Un monde parallèle mafieux s'est développé dans la ville où le trafic est profondément implanté et emploie des milliers de personnes dans tous les domaines, non sans corrompre la police et les fonctionnaires. Ce n'est que depuis un an que le gouvernement libyen, avec l'aide de l'Italie, a réussi à contrôler ce cancer.

Avec la disparition de son fonds de commerce et l'arrestation de nombre de ses chefs, la mafia locale a été en pointe dans le financement et le soutien à la rébellion libyenne. De nombreux gangs et membres de la pègre issus des bas-fonds de la ville sont connus pour avoir mené des expéditions punitives contre les travailleurs immigrés africains à Benghazi même et dans les banlieues. Depuis le début de la rébellion, plusieurs centaines de travailleurs immigrés, Soudanais, Somaliens, Éthiopiens et Érythréens, ont été détroqués ou assassinés par les milices rebelles. Ce fait est soigneusement caché par les médias internationaux.

Le rôle des réseaux sociaux

Dans les précédents tunisien et égyptien, le rôle tenu par internet et les réseaux sociaux (*Facebook* et *Twitter*) a été souvent évoqué. Une telle influence ne pouvait qu'être réduite en Libye

Pourtant, à l'origine, *Facebook* a été utilisé par Saïf al-Islam comme le moyen de diffuser de nouvelles idées dans la société libyenne. Mais lors des événements, ce mode de communication lui a échappé. Peu à peu, la pression est montée dans les blogs et les réseaux sociaux : des appels à manifester ont été lancés, sur le modèle de ce qui s'était pratiqué en Tunisie et en Égypte. Ils ont bientôt été relayés par des centaines, puis des milliers de signataires.

Leur impact a certes été réduit dans un pays où l'usage d'internet n'est pas aussi développé que chez ses voisins, mais cette diffusion a suffi à inquiéter le régime libyen, d'autant qu'elle a été amplifiée par les chaînes satellitaires, notamment arabes. C'est ainsi que le drapeau et l'ancien hymne royal sont apparus sur *Facebook*. Nul ne cache aujourd'hui que la grande manifestation du 17 février – devenue « date officielle » de la « révolution » - a été lancée à l'appel des réseaux sociaux.

Le rôle des médias et la mise en scène du conflit

En Libye, les chaînes arabes (*Al-Jazira*, *Al-Arabia*) sont beaucoup plus regardées que les chaînes nationales, qui abusent de la langue de bois. Or, la couverture des événements de Libye par les chaînes satellitaires arabes appelle quelques observations critiques. Jusqu'à fin février, les villes de l'ouest libyen ont connu de fortes tensions et des affrontements - lesquels ont été moindres à l'est - mais leur relation a fait l'objet d'exagérations, voire de désinformation pure et simple. A titre d'exemple, l'information reprise par les médias occidentaux selon laquelle l'aviation du régime aurait bombardé Tripoli est parfaitement inexacte : aucune bombe libyenne n'est tombée sur la capitale, même si des affrontements sanglants semblent avoir eu lieu dans certains quartiers.

La même erreur est délibérément commise quand les médias arabes et occidentaux affirment que le régime a tiré sur sa propre population. La mission s'est rendue sur place et n'a rien constaté de tel. Pourtant, la chaîne *Al-Jazira* est présente à Tripoli. Ses reporters, souvent occidentaux, travaillent sans obstruction de la part du régime.

La conséquence de cette désinformation est claire : la résolution de l'ONU a été votée à partir des informations de cette presse et sans qu'aucune commission d'enquête préalable ne se soit rendue sur place. Il n'est pas exagéré de dire qu'*Al-Jazira* a créé l'événement et influencé l'ONU. La guerre médiatique autour de cette affaire rappelle étonnamment ce qui s'est passé dans les Balkans, à partir de 1991, aux dépens de la Serbie.

4. LES EVENEMENTS

L'insurrection

Le mouvement prend naissance les 12 et 13 février 2011. La contestation libyenne - malgré son caractère populaire à l'origine - ne représente pas l'ensemble de la population et associe des entités diverses aux intérêts différents voire contradictoires : d'une part, un noyau populaire et démocratique las de la dictature de Kadhafi ; d'autre part des clans de l'Est, lésés par le partage inégalitaire des richesses du pays ; enfin des islamistes.

Fait plus étonnant encore, ce mouvement est mené par d'anciens dignitaires du régime (Mustapha Abdu Jalil et Abdul Fatah Younis), dont le passé atteste du mépris des droits de l'homme et qui semblent essentiellement inspirés du désir de prendre le pouvoir.

Si les « révolutions » tunisienne et égyptienne furent des « révoltes à mains nues », dans le cas libyen, la révolte accouche très vite d'un affrontement militaire et passe rapidement de l'insurrection populaire à la guerre civile.

Dans toutes les villes visitées, partout les symboles du système ont été touchés : commissariats, tribunaux, état-civil, casernes, prisons, etc. En revanche, assez peu de dommages collatéraux affectent les bâtiments urbains et très peu de pillages ont été constatés. Il est en revanche patent qu'il a été procédé à des exécutions publiques sommaires.

Face à cette situation, le pouvoir libyen pouvait sembler quelque peu légitimé à répliquer par la force. Il a donc essayé progressivement de reprendre la main, sans y parvenir de manière décisive. Les « milices révolutionnaires » du régime qui n'ont jamais vraiment connu l'épreuve du feu et ont été lentes à réagir face à une rébellion qui s'étendait rapidement.

Le gouvernement libyen a finalement réussi à s'organiser et à lancer une offensive contre les insurgés. Les rebelles, pour la plupart des jeunes sans formation militaire et des milices faiblement encadrées, ont été chassés des centres urbains. Mais contrairement à ce qu'annoncent les médias, la visite des villes ne laisse pas apparaître de signes d'intenses combats, illustration probable d'une certaine retenue dans l'intervention de l'armée ou de la faiblesse des opposants armés.

Le déroulement de la « révolution » a été très différent à l'Est - où tout a été fini en quelques jours et où les représentants du pouvoir central ont fui très vite - et à l'Ouest - où les émeutes ont duré plus longtemps avant d'être réprimées.

Les événements à l'Est

A **Benghazi**, le 12 février, le mouvement populaire est lancé et dirigé par un avocat. À la suite de son arrestation par la sécurité libyenne, la population, sous l'impulsion de 300 à 400 activistes, manifeste de nouveau le 15 février – soit deux jours avant la manifestation à laquelle appelaient les réseaux sociaux en Libye – et commence à attaquer les postes de police, les casernes et les bâtiments publics.

Deux professeurs d'université de Benghazi - rencontrés fortuitement à Djerba - nous ont dit qu'ils avaient vu surgir dans l'université des « étudiants » qu'ils ne

connaissaient pas et qui ont lancé le mouvement. Ces derniers ont menacé et molesté les professeurs qui ne prenaient pas parti pour leur cause et ne scandaient pas leurs slogans. Ces universitaires, manifestement inquiets, n'ont pas voulu donner leurs identités.

Dès le début des manifestations, islamistes et criminels ont immédiatement profité de la situation pour attaquer les prisons de haute sécurité à l'extérieur de Benghazi où leurs camarades étaient enfermés. Après la libération de ses chefs, la rébellion a attaqué les postes de police et les bâtiments officiels, et les habitants de la ville se sont réveillés avec la vision de cadavres de policiers pendus à des ponts.

De nombreux débordements et exactions ont également eu lieu à l'encontre des travailleurs africains qui ont tous été assimilés à des « mercenaires » : expulsions, assassinats, emprisonnements, tortures. Ces mauvais traitements et l'aide que Kadhafi apporte depuis longtemps à de nombreux pays africains ont renforcé le soutien des Etats du continent à sa personne.

Si les premiers jours, la répression a eu lieu sans usage excessif de la force, dès le deuxième jour, les forces de l'ordre ont tiré sur la foule, et le troisième, les tirs étaient manifestement destinés à tuer. Il y a eu des morts et de nombreux blessés, comme les médecins français opérant à l'hôpital de Benghazi ont pu en témoigner.

Tobrouk - 4^e ville du pays, environ 170 000 habitants, un des fiefs islamistes - s'est libérée très vite, quelques jours après le début du mouvement et avant Benghazi. Les traces de combat y sont quasiment nulles.

Le 17 février, une manifestation « spontanée » a lieu, au début, faite de quelques jeunes sans histoire qui suivent le mouvement de Benghazi. Elle s'amplifie dès le second jour. La police tire alors sur les manifestants (3 à 4 victimes), ce qui déclenche une révolte généralisée dans laquelle les manifestants s'arment de fusils de chasse. Devant l'attitude de la population et des tribus locales, les dirigeants des forces de sécurité décident très rapidement de fuir, laissant leurs hommes derrière eux et abandonnant leurs armes (la garnison militaire était essentiellement composée de militaires locaux qui n'ont pas tiré sur la foule). Avant de partir, les fidèles de Kadhafi font sauter deux dépôts de munitions.

Si les jeunes (20 à 40 ans) sont à l'origine des événements, le contrôle a été repris très rapidement par les « anciens ». Les chefs de tribus de Tobrouk se sont réunis aussitôt la ville libérée et ont joué un rôle central : création des comités locaux de secours, de sécurité, de femmes, de jeunes, etc.

Assez peu de volontaires de Tobrouk sont partis au front combattre les forces fidèles à Kadhafi, alors même que les habitants de cette ville, tous d'origine bédouine, se disent beaucoup plus courageux que les « citadins » de Benghazi.

A **Derna** - approximativement 90 000 habitants, le principal fief islamiste de Cyrénaïque - le 15 février, comme à Tobrouk, une quinzaine d'étudiants de l'université décident de manifester. Les professeurs tentent de les en dissuader par le dialogue, mais rien n'y fait. Les membres locaux du CNT rencontrés lors de notre visite - parmi lesquels trois professeurs de français de l'université - insistent sur le rôle central de *Facebook* dans le déclenchement des événements.

Dès le deuxième jour de manifestations, la police ouvre le feu, faisant 5 tués et 10 blessés parmi les civils. L'insurrection s'amplifie aussitôt. Face à l'ampleur de la contestation, la police fuit rapidement. Les manifestants prennent alors le commissariat et quelques autres bâtiments publics, qu'ils incendient.

Suite à la libération de la ville, les habitants s'organisent spontanément en comités, comme à Tobrouk. Puis une partie des étudiants et des enseignants partent combattre avec les insurgés.

Nos hôtes nous ont fait visiter la salle communautaire située dans l'enceinte de la mosquée de Derna, consacrée à la mémoire des victimes de Kadhafi. Toutefois, cette exposition associe pêle-mêle les victimes des combats au Tchad (années 80), des bombardements américains de 1986, des précédentes révoltes contre le régime – notamment 1996 - et des événements de février 2011.

Enfin, nous avons observé en ville de très nombreuses inscriptions murales - très appliquées et aux slogans très travaillés - indéniablement non spontanées, destinées à des visiteurs étrangers, au premier rang desquels les journalistes, rédigées en français, en anglais et en turc.

Les événements se sont – encore une fois – déroulés selon le même scénario à **Al-Baïda**, ville de 90 000 habitants, chef-lieu d'une agglomération de 200 000 personnes. Le mercredi 16 février, une quinzaine de jeunes lycéens et d'étudiants prépare une manifestation contre le régime, dans le prolongement des mouvements de la veille à Benghazi. Le 17, lors d'un défilé auquel se sont joints de nombreux participants venus des quartiers populaires, ils réclament le départ de Kadhafi. La police ouvre le feu et deux jeunes sont tués. En réaction, un *sitting* est organisé.

Lors de la prière du jeudi, un renfort de l'armée arrive en ville. Les forces de l'ordre commencent par tirer des balles en caoutchouc, puis des balles réelles. On recense au total 17 morts (des hommes de 17 à 40 ans). Les habitants d'Al-Baïda affirment avoir vu des mercenaires africains au sein des forces du régime.

Les jeunes sont alors rejoints par des policiers et des militaires ayant fait défection. Ces derniers arment les manifestants contre les « mercenaires ». Le vendredi, tous se présentent à Sharat - base aérienne et garnison du régime - pour en faire le siège. Les troupes loyalistes offrent davantage de résistance, notamment grâce aux renforts arrivés à Al-Baïda. Les combats qui s'engagent durent deux jours, jusqu'à la victoire des insurgés et la prise de la caserne. La région est libérée le 20 février.

Il n'existe pas de chiffres sur les pertes au sein des forces de l'ordre, mais on recense 272 militaires qui se sont rendus. Tous ont été bien traités, selon le CNT, grâce à l'intercession des tribus. Les tués et les prisonniers militaires ont été remis aux familles. Les armes prises ont été envoyées à Benghazi.

La « révolution » à Al-Baïda aura, au total duré six jours, du 15 au 20 février, soit seulement trois jours d'affrontement. Il y aurait eu 64 morts parmi les manifestants durant ces quelques jours. Depuis, le CNT n'a pas observé d'activités d'espionnage ni de tentative de déstabilisation de la part du régime de Tripoli.

Les événements de l'Ouest

Jusqu'à la fin février, en Tripolitaine, l'insurrection a bénéficié d'une dynamique favorable : non seulement elle a atteint Misrata, qui n'est qu'à 220 kilomètres de Tripoli, mais elle s'est durablement développée dans les villes de l'ouest libyen comme Zouara ou Ziaouia.

Toutefois, en Tripolitaine, la rébellion n'a été soutenue que par une minorité de la population.

L'insurrection de **Ziaouia** - située à moins de 50 kilomètres de la capitale - était préparée et coordonnée, et n'avait a priori rien de pacifique et de spontané.

Les manifestants « actifs » n'étaient que quelques centaines (de 300 à 500), en majorité libyens – parmi lesquels un certain nombre revenait de l'étranger - mais aussi, selon la police, Tunisiens et Égyptiens. Dès le début des événements, ils sont entrés en ville et en ont immédiatement occupé le centre, entraînant une partie de la population avec eux. Ils ont installé leur QG dans la mosquée.

Pendant trois semaines, la police a reçu l'ordre écrit de ne rien faire contre les manifestants, de ne pas tirer, de ne pas s'opposer. Elle a même été contrainte d'évacuer ses propres locaux sous la pression des émeutiers.

Le régime, surpris par l'ampleur de l'insurrection, n'a pas voulu déclencher de bain de sang pour ne pas se couper des tribus et ne pas provoquer des phénomènes de *vendetta*. Il n'est pas exclu que le ministre de l'Intérieur, Abdul Fatah Younis ait délibérément donné l'ordre de ne rien faire afin de laisser la rébellion se développer, dans la perspective de son propre départ vers Benghazi.

Pendant ces trois semaines, tous les bâtiments publics ont été pillés et brûlés : postes de police, bureaux de la sécurité intérieure, tribunaux, état-civil, prisons, etc., etc. Partout, ce ne sont que destructions et pillages (armes, argent, archives), sans aucune trace de combat, ce qui confirme les dires des policiers. Certaines boutiques et pharmacies ont été pillées et les dispensaires saccagés.

Il y a également eu des exactions (femmes violées, quelques policiers isolés tués) et des victimes civiles pendant ces trois semaines au cours desquelles la ville était sous le contrôle des insurgés. Les victimes ont été tués « à la mode » des GIA algériens (égorgés, yeux crevés, bras et jambes sectionnés, parfois corps brûlés). Une partie de la population, apeurée, a alors fui la ville.

Les autorités municipales et les policiers fustigent ouvertement l'absence d'ordres émanant de Tripoli pendant ces trois semaines, qu'ils ne comprennent pas. Mais paradoxalement, l'obéissance de la police aux directives du régime a été totale. Il n'y a pas eu d'actions inconsidérées, les ordres ont été respectés.

Au bout de trois semaines, l'armée a reçu instruction de reprendre Ziaouia. Les combats ont duré environ trois jours et n'ont pas été d'une intensité extraordinaire si l'on se réfère aux traces visibles. De 100 à 150 combattants armés ont tenté de résister en se livrant à une guérilla urbaine. La moitié est parvenue à prendre la fuite vers les montagnes, les autres ont été tués. Quelques rares prisonniers ont été faits.

De nouvelles victimes collatérales ont été à déplorer au cours de ces combats, pendant lesquels la raffinerie de Ziaouia aurait été touchée et endommagée (la mission n'a pu la voir).

Premiers enseignements

La « révolution » libyenne n'est donc pas une révolte pacifique. Le mouvement n'est pas né dans la capitale et n'a pas de racines socio-économiques. Son épiscentre se situe dans l'Est du pays, en Cyrénaïque, région traditionnellement opposée au pouvoir central. Et le mouvement a rapidement évolué vers la lutte armée.

5. LES COMBATS

La situation en Libye est entrée dans une nouvelle phase après la reprise du contrôle des villes de Tripolitaine par les forces de régime. Le pays s'est alors installé dans une véritable guerre civile et les combats ont pris une dimension plus militaire.

A l'Ouest, deux villes restent, partiellement ou en totalité, entre les mains des insurgés : Misrata et Zenten (ville située au sud-ouest de Tripoli).

Le « front » se situe quelque part dans le centre du pays, au fond du golfe de Syrte - région où se trouvent les installations et les gisements pétroliers - autour et dans les villes de Ras Lanouf, Brega et Ajdabiya.

Le conflit terrestre s'enlise, malgré le soutien de la communauté internationale à travers les bombardements de l'OTAN qui ont manifestement dépassé le cadre imparti par l'ONU : la détérioration de la situation humanitaire qui en découle dans ces villes est très préoccupante, en dépit de l'aide internationale qui y parvient.

Les autorités de Tobrouk affirment qu'il y a eu quelques tentatives de sabotage du port de la ville de Misrata organisées depuis l'Égypte, « *par des Égyptiens payés par Kadhafi* ». Dans la nuit du 20 au 21 avril - alors que la délégation était sur place - huit hommes auraient été tués près de l'entrepôt pétrolier qu'ils étaient chargés de surveiller. Les autorités de la ville nous annoncèrent aussitôt qu'il s'agissait d'une attaque des forces de Kadhafi, avant d'évoluer rapidement et d'évoquer l'action de bandes armées... voire de terroristes.

Récemment, la rébellion est repassée à l'action dans l'ouest du pays, prenant le contrôle d'un poste frontalier entre Wazzam et Dehiba, en Tunisie, le 21 avril. En réaction, les forces libyennes ont franchi la frontière avec ce pays et des combats avec les insurgés se sont déroulés le long de la frontière et en territoire tunisien. Les forces tunisiennes affirment avoir échangé des tirs avec les forces loyales au colonel Kadhafi et les avoir repoussées en Libye. Le gouvernement tunisien a convoqué l'ambassadeur libyen pour protester officiellement contre ces violations frontalières.

Les enjeux de la bataille de Misrata

La ville portuaire de **Misrata** est le dernier bastion rebelle en Tripolitaine. Elle résiste depuis plus de deux mois aux forces du régime, grâce aux livraisons régulières de nourriture et de médicaments, d'armes et de munitions par voie maritime.

Peu à peu, la ville est en train d'apparaître, aux yeux du monde « libre » comme une version libyenne de Sarajevo. Les rebelles de Benghazi espèrent qu'une crise humanitaire dans Misrata persuadera la coalition occidentale de déployer des troupes au sol afin de sauver la population.

Courant avril, l'ONG *Human Rights Watch* a publié des données chiffrées concernant Misrata, révélant, contrairement aux affirmations des médias internationaux, que les forces fidèles à Kadhafi n'en ont pas massacré les résidents. Misrata compte une population d'environ 400 000 habitants. En près de deux mois d'affrontements, seulement 257 personnes - dont des combattants - y sont mortes. Parmi les 949 blessés, seulement 22 - soit moins de 3% - sont des femmes. Si les forces du régime avaient délibérément ciblés les civils, les femmes représenteraient environ la moitié des victimes.

Il est ainsi maintenant évident que les dirigeants occidentaux - au premier rang desquels le président Obama - ont grossièrement exagéré la menace humanitaire pour justifier leur action militaire en Libye.

Le véritable intérêt de Misrata est donc ailleurs. Il est à la fois symbolique et stratégique : le fait que cette ville reste aux mains des insurgés permet de dire que la résistance contre Kadhafi n'est pas limitée à l'est de la Libye et donc que la rébellion n'est pas de nature sécessionniste ; par ailleurs, le contrôle de ce port en ferait une base de départ idéale, à 220 km seulement de Tripoli, dans l'hypothèse d'une offensive terrestre contre Kadhafi.

6. LES CONSEQUENCES DU CONFLIT

La fuite des communautés étrangères

Avant la révolution, la Libye, même totalitaire, offrait emplois et revenus à sa population et à de très nombreux travailleurs étrangers, africains et asiatiques. Elle a longtemps absorbé le chômage des pays voisins. De nombreux immigrés travaillaient dans l'industrie pétrolière et le bâtiment.

Environ 3 à 4 millions d'étrangers ont quitté le pays sous la pression des événements :

- 1,5 à 2 millions d'Égyptiens,
- 1 million d'Africains du Sahel, d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale,
- 600 000 Soudanais,
- plus de 200 000 Marocains,
- plus de 100 000 Tunisiens,
- 60 000 Palestiniens,
- 10 000 Algériens,
- ainsi que de nombreux Turcs, Philippins, Sri Lankais et autres Asiatiques.

La guerre civile a ainsi provoqué le retour chez eux de nombreux émigrés économiques, alors même que leurs pays connaissent un important chômage. Cet exode risque d'aggraver significativement la situation intérieure de ces Etats : ils perdent une source de revenus - celle des transferts de fonds des émigrés - et voient revenir chez eux des travailleurs qui vont grossir la masse des chômeurs et des insatisfaits. Cela va accroître le nombre des candidats à l'immigration clandestine vers l'Europe, car les pays du Golfe ne sont pas intéressés par des migrants venant de pays, qui même s'ils sont « frères », n'en sont pas moins « révolutionnaires » et préfèrent les travailleurs immigrés en provenance d'Asie.

Une autre conséquence est que le départ de ces travailleurs étrangers, qui assuraient de nombreuses fonctions économiques dans le pays, met celui-ci en quasi état « d'hibernation ». Les chantiers, mais aussi les hôtels, les restaurants, les commerces, les stations-services ne fonctionnent plus, faute de personnel.

La situation humanitaire

Les camps de réfugiés – accueillant essentiellement des étrangers – situés aux frontières tunisienne et égyptienne (Sollum) ont quasiment disparus. Toutefois, de très nombreuses familles libyennes (plus de 700) sont réfugiées à Marsah Matrouh, en Egypte et 15 000 Libyens auraient fui en Tunisie.

7. LES INSURGES ET LE CNT

Le Conseil national de transition (CNT), créé le 27 février 2011, tient lieu de gouvernement de fait à l'opposition libyenne depuis le début du soulèvement. Le 5 mars, il s'est déclaré « seul représentant de la Libye » et a porté Mahmoud Jibril Ibrahim al-Wourfalli à sa présidence

Le CNT n'a qu'une fonction représentative afin de pallier le manque de structure exécutive : « *Il ne s'agit pas d'un gouvernement mais d'un comité de gestion de crise* » selon Abdul Hafiz Ghoga, porte-parole et numéro 2 du CNT (aujourd'hui démissionnaire), qui déclare : « *Nous installerons un gouvernement quand nous aurons libéré toute la Libye* ».

Le CNT est officiellement composé de 31 représentants des principales villes libyennes. Mais seuls les noms de 13 de ses 31 membres ont été rendus publics. L'identité des représentants de l'ouest du pays (Ajdabiya, Al Kufrah, Ghat, Nalut, Misrata, Zenten et Ziaouia) n'a pas été révélée pour des raisons « de sécurité », car leurs proches et leurs familles demeurés sur place seraient immédiatement menacés par Kadhafi. Le CNT est donc dominé par les Libyens du nord-est et ne comprend pas de représentants du centre et du sud du pays, ni de Tripoli, ce qui illustre le caractère régional de l'insurrection. Il ne comprend qu'une femme, le Dr Salwa Digheli, présidente du comité juridique.

Une composition hétérogène

Nul ne peut mettre en doute la justesse de la cause du CNT. Le peuple libyen, et particulièrement la Cyrénaïque, ont souffert de la dictature et de l'oppression de Tripoli depuis 40 ans. Toutefois, le CNT est une coalition hétérogène de différents groupes et intérêts :

- la Ligue libyenne des droits de l'homme (siège à Londres),
- le Front national pour la sauvegarde de la Libye (siège à Riyadh),
- les monarchistes sénoussis (également basés à Riyadh),
- des « libéraux », proches de Saïf al-Islam (notamment deux de ses proches, l'un proche de *Human Rights Watch*, l'autre d'*Amnesty International*),
- des personnalités issues du régime de Kadhafi, mais opposées à ce que son fils lui succède et souhaitant prendre le pouvoir,
- des tenants d'un islam radical, particulièrement militants.

Le CNT comprend donc à la fois des opposants de longue date au régime et des personnes qui ont fait défection récemment : jeunes civils et cadres de l'armée ralliés à

l'opposition. Ce manque d'unité a pesé sur les décisions du Conseil. Il a ainsi encouragé de nombreux jeunes gens inexpérimentés à se lancer dans la bataille contre Kadhafi, ce qui a entraîné de sérieux revers militaires.

Ainsi, le CNT est peu homogène, une partie de ses représentants dissimulent leur identité pour des raisons discutables et ses principaux dirigeants sont des personnes au passé plus que chargé. En l'état actuel des choses, il n'offre aucune garantie d'orientation démocratique réelle.

Les individus qui sont mis en avant - principalement des avocats, des professeurs, des universitaires - sont en réalité peu représentatifs. Il s'agit d'abord de ceux qui parlent le mieux anglais et savent dialoguer avec les Occidentaux et les médias.

Aussi, les premières dissensions en son sein n'ont-elles pas tardé à se faire jour. Ainsi, Abdul Hafiz Ghoga, ancien président de l'association des avocats libyens et représentant le plus connu des groupes d'opposition - c'est lui qui a conduit le rébellion dans les premières semaines à Benghazi - a démissionné fin avril

Le poids du mouvement monarchiste senoussi

Kadhafi tient son pouvoir d'une alliance entre les tribus de l'ouest, du centre et du sud du pays (Fezzan et Tripolitaine), au détriment des tribus de l'est (Harabi et Obeidat), proches de l'ancienne monarchie.

La tradition politico-religieuse dominante en Cyrénaïque est celle des Sénoussi, une secte anti-occidentale musulmane, fondée en 1842 à Al-Baïda, qui pratique une forme conservatrice et austère de l'islam. Elle est étroitement associée à la monarchie, depuis que le roi Idriss Ier - installé par les Britanniques en 1951 et renversé par Kadhafi en 1969 - en a été le chef.

Ces monarchistes-intégristes ne sont en rien des démocrates et demeurent opposés à toute forme de gouvernement moderne, malgré leurs déclarations d'intention. L'une de leur motivation est leur volonté farouche de revanche sur l'histoire, suite au coup d'Etat de 1969 et ils n'ont d'autre but que de rétablir la monarchie et d'éliminer Kadhafi.

L'un des chefs de tribus rencontré à Tobrouk - dirigeant local du CNT, dont le père était ministre du roi Idriss - n'a pas fait mystère de son opinion : la monarchie est pour lui une condition indispensable de la stabilité du pays.

Des dirigeants contestables

- Le président du CNT, **Mustapha Abdujalil al-Bayda**, était ministre de la Justice de Kadhafi il y a encore quelques mois. Il a démissionné le 21 février, au début du mouvement de contestation. Considéré comme un traditionaliste, soutenu par les islamistes et les tribus, il n'a pas laissé de très bons souvenirs en Bulgarie : quand il était président de la Cour d'appel de Tripoli, il a confirmé, à deux reprises, la peine de mort des infirmières bulgares et du médecin palestinien emprisonnés à Benghazi de 1999 à 2007. En récompense de son intransigeance, le Guide l'a nommé ministre de la Justice en 2007.

- Le responsable des Affaires étrangères, **Ali Abdelaziz al-Essaoui**, était ministre du Commerce et de l'Economie, puis ambassadeur en Inde, avant de démissionner et de rejoindre les rebelles.

- **Omar al-Hariri**, chargé des "affaires militaires", a participé avec Kadhafi au coup d'État de 1969, mais a été emprisonné puis exilé après l'échec de sa tentative de coup d'Etat contre le Guide en 1975.

- L'ancien ministre de l'Intérieur, le général **Abdul Fatah Younis al Abidi**, est un homme puissant et respecté dans l'armée, créateur des forces spéciales. C'est un ancien compagnon de Kadhafi, qui n'a fait défection que quelques jours après le début des émeutes.

Si tant de dignitaires du régime ont abandonné Kadhafi, ce n'est pas en raison d'une soudaine conversion à la démocratie, mais par opportunisme. Le président du CNT et le patron de ses forces armées sont des anciens hauts dignitaires du régime de Tripoli, compagnons de toujours sinon complices du Guide ou exécuteurs des basses œuvres de la « Grande Jamahiriya ». Leur ralliement à l'insurrection ne saurait les absoudre de leurs responsabilités passées et il est totalement erroné d'en faire des « libérateurs » qui voudraient faire entrer la Libye dans l'ère de la démocratie et du respect des droits de l'homme, qu'ils ont allègrement violés au cours de la dernière décennie.

Toutefois, certains représentants authentiquement démocrates du CNT n'hésitent pas à affirmer que « *la présence d'anciennes personnalités du régime au sein du CNT est utile car cela permet de profiter de leur expérience* ».

Les objectifs politiques du CNT

- Construire un état démocratique

Le Conseil national de transition a promis des "élections libres et justes" après la chute du colonel Kadhafi. Soulignant ses "aspirations à un Etat uni, libre et moderne", le CNT "garantit à tout Libyen le droit de vote pour des élections législatives et présidentielles libres et justes". Une "Constitution nationale approuvée par référendum" garantira "la formation de partis politiques et le respect de la liberté d'expression grâce à des médias et des manifestations pacifiques".

"Un Etat civil constitutionnel respectera l'inviolabilité de la religion et condamnera l'intolérance, l'extrémisme et la violence", ajoute le CNT, assurant qu'une nouvelle Libye "se joindra à la communauté internationale dans le rejet et la dénonciation du racisme, de la discrimination et du terrorisme". Promettant le respect des droits de l'homme, la rébellion assurera en outre "la protection des intérêts et des droits des sociétés étrangères", dans une allusion aux importantes ressources pétrolières du pays.

Toutefois, de nombreuses inquiétudes subsistent. En effet, dans le texte de son Appel à un projet de charte nationale transitoire, l'Article 1 stipule : « *La Libye est un Etat indépendant, souverain et unifié, non divisé. C'est un Etat démocratique, décentralisé, le peuple est la source du pouvoir. Sa religion est l'islam et les principes de la shariah islamique sont la source de ses lois. Sa langue officielle est l'arabe. Sa capitale est Tripoli. Les citoyens sont libres et égaux en droit et en devoir devant la loi* ».

Certains insurgés déclarent « *Nous sommes nombreux à appeler de nos vœux une démocratie qui respectera nos coutumes religieuses* », sans y voir de contradictions...

- Empêcher la partition

Pour tous les Libyens, leur pays n'est pas plus artificiel que les autres Etats d'Afrique issus de la colonisation. La nation s'est construite dans ses frontières et le sentiment national s'y est structuré. C'est pourquoi ni le CNT, ni le peuple libyen, ni les

tenants du régime ne veulent entendre parler de partition du pays. Il n'y a pas de haine régionale entre Libyens.

- Réduire le rôle des tribus

Le discours des représentants du CNT de Derna, que la mission a longuement rencontrés, était très centré sur la notion de « société civile ». Derrière leurs propos se dissimule à peine la volonté de remettre en cause le système tribal qui régit le pays. Ils accusent Kadhafi de l'avoir renforcé afin d'assurer son pouvoir en cherchant à donner au monde l'idée que les tribus gouvernaient, ce qui est faux à leurs yeux.

Ils affirment que la population ne veut plus du système tribal et ne reconnaît plus les chefs tribaux. C'est pourquoi le CNT n'est pas organisé par tribus mais par villes. Il prépare une constitution et un système fondé sur la compétence et non sur l'appartenance clanique. Ces représentants du CNT considèrent que dans la future Libye, les tribus auront un rôle social mais pas politique. Ces déclarations que nous avons mises en parallèle avec celle entendues la veille à Tobrouk, radicalement contradictoires, ont entraîné des remous parmi les participants à la réunion.

- Reconsidérer les relations avec les Etats africains

Force est de constater le caractère raciste de l'insurrection libyenne. Tous les noirs présents en Libye orientale sont traités comme des mercenaires au service de Kadhafi. Les insurgés affichent un très fort ressentiment à l'égard des pays d'Afrique subsaharienne. Dès que l'Etat nouveau sera créé, il durcira, selon plusieurs membres du CNT, sa politique contre les Africains coupables d'avoir aidé Kadhafi.

Ce ressentiment est nourri par l'attitude de l'Union africaine (UA) qui, le 10 mars, a proposé une feuille de route à Tripoli, mais pas au CNT. Les insurgés n'ont, en conséquence, pas voulu en entendre parler.

Lorsque les délégués de l'UA sont enfin venus à Benghazi, ils ont présenté un document en français et en anglais - mais pas en arabe - sans évoquer le départ de Kadhafi, ce qui est un préalable pour le CNT. L'UA qui passe pour être favorable à Kadhafi, ne proposait qu'un cessez-le-feu et des réformes constitutionnelles pour sortir de 42 ans de dictature.

Si le mouvement aboutit, le CNT devra être jugé à l'aune de ses décisions concernant la religion, les femmes, les élections, le terrorisme, la justice, la démocratisation et la répartition des pouvoirs. En attendant, il existe aujourd'hui trop de zones d'ombre pour lui accorder un chèque en blanc.

Globalement, les dirigeants du CNT font preuve d'un enthousiasme naïf et touchant, mais ils ne savent pas le prix qu'il leur faudra payer pour la liberté. Un prix politique, mais aussi économique, tant il apparaît que les puissances internationales feront rembourser d'une manière ou d'une autre les coûts du conflit.

La stratégie militaire du CNT

Au cours des combats contre les forces de Kadhafi - qui sont loin d'être les meilleures au monde et qui sont privées de leur armement lourd - les insurgés ont montré rapidement leurs limites. Force est de constater qu'ils manient mieux le verbe que la Kalachnikov.

Les rebelles n'ont montré aucun sens de la manœuvre, leur commandement est incompetent. Ils n'ont ni sens tactique ni cohésion. Leurs forces sont en grande partie constituées de milices civiles mal entraînées, d'anciens membres des forces armées libyennes et de volontaires encadrés par des « repentis » du Groupe islamiste combattant libyen (GICL).

Leur problème n'est pas le manque d'armes, car ils se sont emparés des arsenaux militaires de Cyrénaïque. En revanche, ils souffrent d'un manque de personnel compétent. Ainsi, ils sont incapables d'employer les matériels lourds dont ils disposent (notamment quelques chars T-55).

Malgré l'aide étrangère qui leur parvient et leur permet de continuer à se battre, ils se sont révélés incapables de vaincre l'armée libyenne. Sans le soutien occidental, il y a longtemps qu'ils auraient été anéantis.

C'est pourquoi ils délèguent cette mission à la coalition internationale, quitte à la critiquer vertement quand ils considèrent que l'OTAN n'en fait pas assez ou lorsqu'un missile rate sa cible et provoque des dégâts collatéraux.

Surtout, après avoir longtemps clamé qu'ils ne souhaitaient aucune intervention terrestre étrangère sur le sol, leur position a évolué. Le 19 avril, Nouri Abdallah Abdel Ati, un membre du CNT de Misrata, a appelé les forces occidentales à intervenir afin de protéger les civils de la ville, et a rejeté l'argument selon lequel cette action revêtirait un caractère néocolonialiste.

Nombre des interlocuteurs de la mission sollicitent l'aide de la coalition, persuadés que la situation militaire changerait rapidement si l'OTAN engageait des troupes au sol. Désormais, pour les insurgés, la chute du régime de Tripoli dépend de l'OTAN. L'idée d'une intervention terrestre fait son chemin, car il semble aux dirigeants du CNT qu'il n'y a pas d'autre solution. Le CNT qui se dit prêt à l'accepter contrairement à ses propos d'il y a quelques semaines, ne souhaite pas pour autant « *que l'OTAN ait des pertes* ».

Les membres de la mission ont été très surpris par le caractère artificiel de cette « révolution » par procuration, dont les acteurs brandissent des drapeaux étrangers, scandent le nom de Sarkozy et réclament une intervention de l'OTAN pour parvenir à leurs fins, qu'ils affirment démocratiques.

Les prisonniers du CNT

La mission a pu visiter sans difficulté ni réserve la prison de Fouihat, tenue par le Service de sûreté nationale des insurgés. Elle a pu assurer elle-même les entretiens avec sa propre traduction, sans censure. Il n'y avait aucune mesure de sécurité pour notre protection. Nous avons même été seuls à plusieurs reprises avec les prisonniers, qui étaient calmes, résignés, voire hébétés (au point qu'ils semblaient sous l'effet de calmants). Des représentants du CICR étaient également de passage dans cet établissement lors de cette visite.

La soixantaine de prisonniers est incarcérée dans de bonnes conditions. Les détenus sont presque tous Libyens, à part un Ghanéen et un Algérien¹. Parmi eux, la mission n'a recensé que très peu de blessés apparents. La moyenne d'âge est plutôt élevée (30/40 ans) malgré la présence de quelques jeunes. Leur habillement est correct

¹ Dénommé Boualem Benhamouda. Il est présenté comme mercenaire alors qu'il nous a déclaré être établi à Benghazi depuis trois ans, où il est commerçant au marché.

(djellabas ou survêtements) et, fait étonnant, ils disposent librement de briquets et de cigarettes.

Selon les déclarations des détenus, la grande majorité déclare avoir été raflée alors qu'ils ne combattaient aucunement. Leurs mains et leur allure ne sont en effet pas celles de combattants. Certains reconnaissent toutefois avoir reçu une arme et un peu d'argent pour participer aux combats contre les manifestants, mais aucune formation. Il n'a pas été possible de vérifier l'exactitude de ses propos.

Le personnel de garde connaissait mal les origines des prisonniers et ne semblait pas savoir vraiment si ces hommes étaient « coupables » ou non. Des investigations seraient en cours dont la mission ignore les moyens.

Un général loyaliste, commandant le génie de Benghazi (selon ses dires), était retenu prisonnier dans les mêmes conditions que les autres détenus, ce qui n'est pas conforme à la convention de Genève.

La « propagande » du CNT

L'acharnement des insurgés, à tous les niveaux, à dénoncer les exactions du régime de Tripoli est souvent excessif, d'autant qu'il n'est nul besoin d'en rajouter quant à la nature dictatoriale du régime. Personne ne nie que Kadhafi soit un autocrate, ni que le peuple libyen en ait souffert. C'est même pour cette raison que l'Occident lui accorde son soutien. En revanche l'exagération systématique dont le CNT fait preuve dans la dénonciation des méfaits du régime le décrédibilise. Nous en donnons ci-dessous quelques exemples :

- « *L'intervention de Sarkozy a sauvé plus d'un million de vie humaines (sic), soit la totalité de la population de Benghazi* ».
- « *A Tripoli, on ne peut même pas sortir dans la rue. Il n'y a pas de vie. La population a peur et ne sort que subrepticement acheter de la nourriture* ».
- « *Kadhafi a recruté des agents qui ont à leur tour recruté des individus chargé d'organiser des provocations* ».
- « *A Misrata et Ajdabiya, Kadhafi a donné du viagra et des préservatifs à ses troupes. Il y a eu de nombreux viols et des disparitions de femmes* ».
- « *Kadhafi souhaite l'intervention terrestre de l'OTAN. Il ne veut pas la paix ni le cessez le feu. Il veut que les troupes étrangères viennent ; il veut davantage de victimes* ».
- « *Une voiture de l'armée algérienne aurait été aperçue à Brega* ».
- « *L'armée algérienne ravitaille les mercenaires de Kadhafi par hélicoptères* ».

Fin avril, le chef des insurgés, en visite au Koweït, a une nouvelle fois accusé l'Algérie de soutenir le régime Kadhafi, de lui fournir du matériel et de favoriser l'entrée en Libye de mercenaires. Ce fait a été totalement nié par le Dr Salah ed-Din el-Bechiri, membre du comité des Affaires étrangères au sein du CNT et ancien ambassadeur en Malaisie, qui a affirmé à la mission qu'il n'y a pas eu de déclaration officielle du CNT concernant les « mercenaires algériens ». Cela est évidemment faux car ces assertions ont été reprises par la presse internationale et que le CNT a saisi la Ligue arabe au sujet de cette « affaire ».

Parallèlement, certains Libyens installés en Égypte sont accusés de déstabiliser la Libye orientale, aux mains de la rébellion. Le chef du CNT a demandé au gouvernement du Caire d'intervenir.

Par ailleurs, les membres du CNT débitent à leurs interlocuteurs occidentaux un discours univoque construit pour les séduire et les rassurer (les élections, le

multipartisme, les droits des femmes, la fin du tribalisme et même la reconnaissance d'Israël). Tous semblent avoir reçu des instructions et tiennent un discours très formaté. Cette « langue de bois » est étonnante de la part de femmes et d'hommes qui aspirent à plus de transparence et de démocratie, d'autant que ses observations ont permis à la mission de mesurer qu'il existe de nombreux tiraillements entre les engagements donnés à l'Occident et la réalité du terrain.

Au cours des déplacements de la mission, les représentants du CNT – comme ceux du régime de Tripoli - nous ont communiqué de nombreux documents écrits ou vidéos sur les exactions des manifestants ou sur la répression des forces de l'ordre. Aucun document n'étant sérieusement sourcé, leur exploitation objective est impossible.

Les soutiens du CNT

Personne n'évoque de problèmes d'argent au CNT, car les insurgés bénéficient d'importantes aides financières et humanitaires. Il semblerait qu'il y ait cependant une pénurie de médicaments. Mais le plus important pour le CNT, c'est la reconnaissance politique. En la matière, ses dirigeants affirment que la France est son soutien le plus important. La visite du sénateur McCain, le 22 avril, et son intervention dans les médias internationaux a également beaucoup compté.

Le Hezbollah (cf. les déclarations de Nasrallah, son leader) a également pris de position en faveur des insurgés et a proposé l'envoi d'instructeurs et de matériels. Le Hamas aurait fait de même.

En revanche, le CNT s'est dit très surpris de l'attitude de la Russie et de la Chine, hostiles aux insurgés et à l'intervention de l'OTAN.

8. L'ACTION DE L'OTAN

Les succès des frappes aériennes

Bien qu'aucun des Etats engagés dans les opérations n'affiche clairement ses objectifs, l'action militaire vise logiquement à l'obtention d'un cessez-le-feu. Pour y parvenir, elle s'articule selon trois modalités : l'embargo maritime sur les armes ; la mise en œuvre d'une zone d'interdiction de survol ; la protection des populations civiles. C'est ce dernier objectif qui s'avère le plus problématique, car il implique selon le commandement de l'OTAN, la destruction des moyens offensifs de l'armée de Tripoli.

A l'occasion des premières semaines de bombardement, les forces aériennes françaises, américaines et britanniques, ont « matraqué » systématiquement l'appareil militaire libyen, détruisant notamment son système de défense antiaérienne ainsi que de nombreux véhicules blindés et armes lourdes.

L'absence d'opérateurs au sol a parfois conduit à un certain gaspillage de moyens : ainsi quatre missiles Tomahawk ont été tirés sur les hangars de la base navale de Tripoli – laquelle n'a au demeurant rien à voir avec la *No Fly Zone* – pour détruire 4 véhicules lance-missiles anti-navires d'entraînement. 3 millions de dollars ont ainsi été dépensés pour réduire en cendres des matériels inertes.

Selon le général Bouchard, officier canadien commandant l'opération de l'OTAN, près de 30% du potentiel des forces libyennes auraient été détruits grâce aux frappes de la coalition. Le souvenir des évaluations très largement erronées de la campagne aérienne de l'OTAN contre les forces serbes lors de la guerre du Kosovo, doit conduire à relativiser cette estimation.

Certains experts militaires accusent les forces de la Coalition d'utiliser des armes contenant de l'uranium appauvri. L'OTAN a démenti l'usage de ces armes, mais les experts, qui ont analysé les photos des attaques aériennes contre les forces de Kadhafi, en ont conclu que de telles armes ont très probablement été utilisées. Si aucune preuve n'en existe, le doute subsiste. Il doit être dissipé, sauf à encourir les foudres de la justice internationale.

Les dommages collatéraux

Les bombardements ont été d'une précision extrême et les dégâts collatéraux assez faibles, mais indéniables¹. Certaines frappes de l'OTAN ont eu des conséquences dramatiques pour les populations civiles.

A Mizda, alors qu'elles visaient des installations militaires, des frappes aériennes de l'OTAN auraient touché l'hôpital, les logements de fonctions des médecins et une quarantaine d'habitations situées à proximité, faisant de nombreux blessés parmi les civils et le personnel médical, dont des médecins nord-coréens.

En plus du choc psychologique et du traumatisme qu'elles ont subi, des familles entières ont du quitter leur logement pour se réfugier sous des tentes. La délégation qui les a rencontré a pu noter la grande précarité de leurs conditions de vie.

La délégation a également noté l'incompréhension de la part des habitants de l'ouest et du sud du pays quant aux raisons et motifs de ces bombardements. Elles vivent très mal le fait d'être considérées comme des criminels par le seul fait d'être des citoyens libyens. Elles ne comprennent pas que seuls les intérêts des populations de l'est du pays soient pris en considération par la coalition internationale.

Selon d'autres témoignages recueillis, à Misrata et Ziaouia, les frappes de l'OTAN auraient également causé des dégâts dont ont été victimes des populations étrangères. Une centaine de familles algériennes ont tout perdu et d'autres ont été obligées de quitter les lieux en abandonnant derrière eux tous leurs biens ; certains familles sont toujours à la recherche de leurs proches portés disparus.

Les limites des frappes de l'OTAN

Après plusieurs semaines de bombardement, les frappes de l'OTAN ont rapidement montré leurs limites. En effet, les forces du régime ont su s'adapter pour réduire l'effet des actions aériennes :

- en utilisant des moyens légers (*pick-up* notamment), dont l'apparence est plus difficile à identifier par les aéronefs de surveillance ;
- en dissimulant leur armement lourd, très vulnérable, et en le déplaçant de nuit vers la zone de combat ;

¹ Les Libyens disent qu'un hôpital de Tripoli a été touché par des frappes de la coalition. Nous ne sommes pas en mesure de confirmer cette allégation.

- en se retranchant parfois dans des zones urbaines, afin d'accroître le risque de dommages collatéraux en cas de frappe de l'OTAN, comme lors des combats de Misrata.

Au demeurant, des unités d'infanterie entraînées et motivées, disposant d'appuis-feu légers - mortiers, lance-roquettes, snipers - sont tout à fait en mesure de tenir des zones urbaines et d'y défaire les insurgés sans que la puissance aérienne ne soit en mesure d'intervenir efficacement.

En l'état actuel des choses, la décision ne semble donc pas pouvoir être emportée par une action reposant sur des frappes aériennes et des conseillers militaires.

En effet, plusieurs facteurs limitent les perspectives de dislocation des forces de Kadhafi :

- le retrait des moyens de combat américains fin mars,
- le fait que seuls six pays, aux moyens limités, participent aux frappes,
- les difficultés de l'OTAN à organiser un contrôle opérationnel efficace,
- la faiblesse des forces terrestres de l'insurrection,
- l'adaptation tactique des forces libyennes pour contrer l'effet des frappes aériennes

La décision de l'armée de l'air américaine de déployer des drones armés *Predator* ne devrait guère modifier cet état de fait.

Observations de la délégation

La délégation a passé une semaine complète à Tripoli et dans l'ouest libyen (du 31 mars au 6 avril), sans voir un avion, sans assister à un bombardement et sans entendre un tir de DCA.

A l'exception du complexe de Bab-al-Azizia - la résidence du colonel Kadhafi - et de la petite base navale, la capitale libyenne ne semblait guère avoir été touchée par l'OTAN.

Aucun déploiement de forces ou dispositif militaires n'était visible en ville, où l'ambiance n'était absolument pas celle d'un pays en guerre. Les Tripolitains circulaient normalement et se rendaient même sur le bord de mer en soirée. Les policiers en ville n'étaient pas armés.

A la sortie de Tripoli, des barrages étaient installés sur les routes. Mais ils n'étaient constitués que d'une poignée d'hommes (police, milice, armée selon les cas) légèrement armés (parfois du ZSU 23/2 sur *pick up*).

Les réactions de la population libyenne aux bombardements

En raison de la reprise des bombardements de l'OTAN menés dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai, ayant notamment entraîné la mort d'un des fils de Mouammar Kadhafi, Saïf al-Arab, et de trois de ses petits-enfants, la population de Tripoli commence à être excédée contre l'OTAN.

C'est pourquoi plusieurs représentations diplomatiques de pays membres de l'OTAN ont été attaquées dans la capitale. Les habitants de Tripoli s'en sont pris aux locaux de l'ambassade d'Italie et aux résidences des ambassadeurs d'Italie et du Royaume-Uni, qui ont été incendiés. D'autres attaques, qui n'ont pas causé de dégâts majeurs, ont été signalées contre les ambassades de France et des Etats-Unis. Un bâtiment de l'ONU a également été visé.

Une résolution imprécise et contournée

L'opération militaire en Libye, baptisée *Aube de l'Odyssée*, s'inscrit dans le cadre d'une résolution des Nations Unies obtenue in extremis grâce à un feu vert des États-Unis, à la neutralité de la Russie et de la Chine et à une intervention directe du président français auprès de plusieurs membres non permanents. En raison d'un soutien limité des organisations régionales (Ligue arabe notamment), largement extrapolé par la France et la Grande-Bretagne, aux limites de la mauvaise foi, cette opération repose sur des bases politiques fragiles et fluctuantes.

Si la résolution 1973 limite l'emploi de la force aérienne à la protection des populations civiles, elle laisse malheureusement le champ libre à de nombreuses interprétations, en évoquant de manière imprécise « toutes les mesures nécessaires » pour atteindre cet objectif. La résolution n'exclut même pas complètement une intervention terrestre, du moment qu'elle ne se traduit pas par « le déploiement d'une force d'occupation étrangère ».

Elle permet donc une assez grande latitude dans l'emploi de la force depuis la simple mise en place d'une zone d'exclusion aérienne jusqu'à la destruction complète de l'outil militaire de Kadhafi « afin de protéger les populations civiles ».

On ne peut que constater et regretter la très excessive interprétation de cette résolution faite par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Si personne ne pleurera Kadhafi et son régime autoritaire, l'élimination du leader libyen n'est ni autorisée ni légitime dans le cadre de cette opération. Une telle action tend à renforcer les accusations de néocolonialisme qui ont souvent cours dans les pays arabes. Il faut enfin souligner que la résolution 1973 de l'ONU n'autorise en rien un assassinat politique, tenté à plusieurs reprises.

9. L'ACTION DES SERVICES OCCIDENTAUX

Les liens étroits établis, depuis le milieu des années 1990, entre la CIA et le SIS, d'une part et le renseignement libyen d'autre part, semblent avoir permis aux agences américaines et britanniques de recruter de nombreuses sources au sein même des services dirigés alors par Moussa Koussa, que beaucoup soupçonnent d'avoir été un agent double du MI-6.

Alors que les forces de Kadhafi se trouvaient dans les faubourgs de Benghazi et que le sort de la rébellion semblait scellé, il a été décidé à Washington - avec le secret assentiment de Londres et de Paris - d'attaquer la Libye pour renverser le régime de Tripoli.

En complément de l'action aérienne décidée par l'ONU et conduite par la coalition sous commandement de l'OTAN, les services de renseignement occidentaux ont donc renforcé leur présence en Libye, dans le but d'appuyer les rebelles dans leur lutte contre le régime Kadhafi. Le recours à des forces spéciales et à des unités d'opérations clandestines vise à contourner les dispositions de la résolution du Conseil de sécurité qui écarte toute "force d'occupation". A noter que cette présence a débuté, de manière discrète, avant même le début de l'opération d'interdiction aérienne, ce qui, au regard du droit international, relève clairement de l'ingérence.

Les opérations clandestines d'assistance

Dès le début des opérations aériennes, des équipes de la CIA furent déployées en Libye, sur ordre du président des **Etats-Unis**, pour prendre contact avec les insurgés et guider les frappes de la coalition. Le président américain aurait signé un mémorandum secret permettant la conduite d'opérations clandestines afin "de contribuer à l'effort de guerre" en Libye. Celles-ci ont permis le retour du colonel Hafter¹.

Puis, à la demande de Washington, le **Royaume Uni** dépêche des conseillers militaires auprès des insurgés, afin d'épauler sur le terrain l'action de la CIA. Ainsi, quelques dizaines de membres des forces spéciales britanniques et d'officiers du Secret Intelligence Service opèrent en Libye, en particulier pour recueillir des renseignements sur les positions des forces loyalistes. Mais ces missions ne se déroulent pas toujours au mieux.

Début mars, un petit groupe composé de deux agents du MI-6 et de six hommes du *Special Air Service* (SAS) tente d'entrer discrètement en contact avec les chefs de la rébellion à Benghazi. L'opération tourne court car, dès leur descente d'hélicoptère, les huit hommes sont surpris par des hommes armés qui gardent une ferme. Capturés, puis remis aux rebelles, ils sont interrogés pendant plusieurs jours avant que les autorités britanniques ne confirment leur mission et ordonnent une extraction par hélicoptère.

Le *Canard Enchaîné* a révélé que la **France** aurait, pour sa part, fourni, sous couvert de fret humanitaire, des canons de 105 mm et des batteries antiaériennes aux rebelles de Benghazi, tenant la promesse de Nicolas Sarkozy au président du Conseil libyen de transition : « Nous allons vous aider ». Cette opération menée par le service action de la DGSE aurait également permis d'envoyer sur place quelques officiers de liaison, chargés d'aider les combattants à coordonner leurs opérations et plusieurs instructeurs pour prodiguer des conseils d'ordre technique, logistique et organisationnel aux insurgés. François Baroin, le porte-parole du gouvernement français, a déclaré que le nombre d'agents dépêchés en Libye restait limité. Cette initiative a, selon lui, pour objectif d'organiser la protection des civils, car la France n'a pas l'intention de déployer des troupes au sol.

Afin de ne pas demeurer en reste, l'**Italie** a également fini par envoyer plusieurs conseillers militaires auprès de la rébellion.

Les Etats occidentaux ne sont pas être les seuls à apporter leur soutien aux rebelles, l'**Egypte** est également impliquée. Certaines informations indiquent que des membres de ses forces spéciales – appartenant à l'Unité 777 - auraient traversé la frontière pour fournir armements et appui tactique aux rebelles.

¹ Khalifa Belqasim Hafter, colonel de l'armée libyenne a été fait prisonnier au Tchad, en mars 1987, lors de la reprise de Ouadi Doum par l'armée tchadienne. Au cours de sa détention, il est recruté par les services américains, dont il est l'agent depuis cette date. A la fin des années 1980, Hafter rejoint le Front de sauvegarde du peuple libyen, fondé en 1981 et dirigée par Mohammed Al-Muqaryif. Hafter prend la direction de sa branche militaire et crée un maquis anti Kadhafi situé sur la frontière égyptienne, avec le soutien de Paris et de Washington. Après l'échec de son action, il se réfugie aux Etats-Unis. Il passera la plus grande partie de ces 20 dernières années en Virginie, dans une résidence située à une dizaine de kilomètres du siège de la CIA. Son retour en Libye s'effectue début mars et le CNT le charge aussitôt d'importantes responsabilités militaires.

Les tentatives d'assassinat de Kadhafi

L'une des solutions les plus rapides afin de mettre un terme à la crise libyenne serait la disparition du guide libyen. Ainsi, les services de la coalition, en coordination avec les forces aériennes, ont tenté de l'éliminer.

En effet, les membres de la coalition craignent la dislocation de celle-ci. D'une part, le Premier ministre italien, Silvio Berlusconi, connaît une situation difficile en raison de procès personnels et d'alliances politiques très fragiles qui pourraient entraîner son départ à court terme. Or, ses successeurs éventuels ne semblent pas favorablement disposés à l'égard de l'opération de l'OTAN et pourraient faire sortir l'Italie de la coalition. D'autre part le 19 mai, l'*Executive Order* signé par Obama pour les opérations en Libye et valable 60 jours, a pris fin.

Ce calendrier semble expliquer le bombardement de la résidence du dirigeant de Tripoli, dans la nuit du 30 avril au 1er mai, en flagrante violation de la résolution 1973 de l'ONU. Au cours de cette opération des forces aériennes de l'OTAN, l'un des fils de Mouammar Kadhafi - Saïf al-Arab, âgé de 29 ans - qui n'occupait pas de fonctions officielles au sein du régime, a trouvé la mort avec trois de ses enfants. Moussa Ibrahim, le porte-parole du régime a dénoncé une tentative d'assassinat du leader libyen, qui se trouvait dans la maison bombardée lors des frappes mais n'aurait pas été blessé.

Il convient également de rappeler que la résidence du colonel Kadhafi, à Bab-al Azizia, au centre de Tripoli, avait déjà été prise pour cible lors de la première vague de bombardements.

10. LES STRATEGIES INTERNATIONALES

L'intervention militaire en Libye, ainsi que toutes les tentatives plus ou moins transparentes de la part des Occidentaux d'influer sur les « révolutions » arabes, témoignent du caractère crucial que continue de revêtir le problème des ressources énergétiques d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient dans les rapports de forces mondiaux.

La stratégie américaine

Les Etats-Unis ont un intérêt capital à contrôler la Libye, ou du moins de faire de cet Etat un satellite. Certes, ce pays n'assure qu'un peu moins de 2 % de la production mondiale de pétrole, mais il dispose des plus grandes réserves confirmées de tout le continent africain. Ses hydrocarbures sont de bonne qualité, d'extraction aisée et rentables.

Par ailleurs, Washington souhaite prendre sa revanche contre Kadhafi lequel a refusé, en 2008, de rejoindre l'*US Africa Command* (AfriCom), commandement régional instauré par le Pentagone pour lutter contre le terrorisme et la pénétration de la Chine en Afrique. Le guide libyen avait alors déclaré s'opposer à cette « démarche impérialiste qui essaie d'acheter tout le continent ».

Mais le but véritable de l'opération en Libye n'est pas seulement le pétrole ni la vengeance. C'est surtout la lutte contre la pénétration chinoise sur le continent noir où Pékin cherche à développer son accès aux ressources énergétiques.

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment publié un rapport qui explique que l'ère des Etats-Unis touche à sa fin et que l'économie américaine va être surclassée par la Chine dans les cinq ans années qui viennent. Washington tente de s'opposer à cette évolution en utilisant sa supériorité militaire et stratégique pour ralentir le développement de l'économie chinoise, en limitant son accès aux ressources naturelles et énergétiques, indispensables à sa croissance. Les manœuvres, auxquelles nous assistons sans toujours en percevoir la cohérence, relèvent de cette stratégie.

Washington veut renverser Kadhafi parce qu'il souhaite clairement bouter la Chine hors de Libye. Pékin a effectué des investissements massifs autour de l'énergie en Cyrénaïque et s'appuie sur ce pays pour satisfaire une partie de ses besoins énergétiques. Les Chinois comptaient en Libye 30 000 expatriés, essentiellement dans l'Est ; et ils ont dû en évacuer 29 000.

En raison des événements, les entreprises chinoises sont en passe de perdre des centaines de millions de dollars. Les investissements auxquels elles ont procédé depuis des années sont en train de partir en fumée et Pékin perçoit désormais l'intervention de l'OTAN comme un acte hostile à son encontre.

Les intérêts des autres acteurs

L'engagement – ou la réserve – des Etats européens est également liée à leurs intérêts économiques. L'Italie, qui entretient depuis longtemps d'étroites relations avec la Libye, en raison de son passé colonial, et l'Allemagne, sont les deux principaux bénéficiaires du pétrole libyen, ont réalisé d'importants investissements dans ce pays, lequel est également un marché pour leurs exportations. En revanche, la France et le Royaume-Uni, n'ont pas su ou pu conclure de contrats avantageux avec Kadhafi. Aussi, n'ont-ils pas hésité à s'engager aux côtés des rebelles afin de renverser le régime de Tripoli.

Au-delà de l'approche économique, l'Allemagne a mis en garde ses partenaires considérant que cette aventure militaire présentait des grands risques. Les autorités de Berlin ont insisté sur le fait qu'elle pouvait déboucher sur une partition de la Libye qui pourrait entraîner l'apparition d'un Etat terroriste et/ou d'un Etat en faillite à la porte de l'Europe. Mais elles n'ont pas été écoutées.

L'Europe est ainsi divisée entre « interventionnistes » britanniques et français et « attentistes » allemands et italiens. Elle joue davantage la partition américaine que la sienne propre et prend des libertés avec la résolution 1973 de l'ONU. Cette Europe cherche et trouve des alliances auprès de régimes dont les références dictatoriales valent largement celles de Muammar Kadhafi : l'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis.

Le royaume saoudien et le régime de Doha ont joué un rôle décisif dès les premières heures de la rébellion, par l'intermédiaire de leurs chaînes de télévision *Al-Arabia* et *Al-Jazira* qui ont « fait » l'opinion à partir de données erronées, sinon délibérément mensongères. Ce curieux parrainage d'une révolution qui se veut démocratique et respectueuse des droits de l'homme par des pétromonarchies rétrogrades ne gêne en rien les authentiques régimes libéraux de l'Occident.

Certaines sources évoquent que le Qatar et l'Arabie saoudite - avec le soutien des Emirats arabes unis - seraient favorables à la création d'une « monarchie pétrolière senoussi » en Libye orientale.

Dernier pays intéressé au conflit et non le moindre, l'Égypte n'a jamais accepté le rattachement de la Cyrénaïque et de ses réserves pétrolières à Tripoli, lors l'indépendance de la Libye, proclamée en 1951. A l'occasion d'une tentative infructueuse de renversement de Kadhafi, en 1991, Washington aurait d'ailleurs promis au Caire le rattachement de la Cyrénaïque. Les nouveaux maîtres de l'Égypte jouent un jeu dangereux et leur propre comportement interne, comme leur éventuelle implication en Libye, seront déterminants pour l'avenir de la région.

La revue des parties au conflit serait incomplète si elle ne mentionnait Israël, concerné au premier chef par la déstabilisation des régimes régionaux avec lesquels l'Etat hébreu avait mis de longues décennies à parvenir à un équilibre, et par la montée de l'islamisme : le gouvernement Netanyahu, que certains membres du CNT sont prêts à reconnaître, demeure cependant prudent.

11. LA POSITION DE LA FRANCE

Les raisons de l'engagement français

Le 10 mars 2011, la France est le premier pays à reconnaître le Conseil de transition comme seul "représentant légitime du peuple libyen". Cette décision du président Sarkozy provoque l'étonnement de ses partenaires européens. Trois raisons semblent avoir été à son origine :

- *La frustration de la diplomatie française d'avoir été surprise par les « révolutions » arabes.* Le Quai d'Orsay nourrit, à tort selon nous, le sentiment d'avoir été dépassé par les événements de l'hiver 2011 en Tunisie et en Égypte. Il a donc, en réaction, souhaité reprendre l'initiative diplomatique. La crise libyenne lui en a offert l'occasion. Il l'a d'autant plus volontiers exploitée qu'un fort sentiment anti-Kadhafi prévaut chez nos diplomates.

- *Les enjeux de politique intérieure.* Déclencher une opération militaire extérieure à une année de l'élection présidentielle n'est évidemment pas innocent. Dans la perspective de 2012, une victoire, a priori facile, contre un dictateur arabe depuis longtemps vilipendé ne pouvait qu'être bénéfique et renforcer la stature de chef de guerre du président-candidat à la popularité d'une faiblesse historique.

- *Les conditions de la décision présidentielle* sont également à prendre en compte. Le chef de l'exécutif a effectué ce choix risqué à un moment où son principal conseiller - Claude Guéant, fin connaisseur du dossier libyen - venait de quitter l'Élysée pour le ministère de l'Intérieur et où Bernard Bajolet, le coordinateur national du renseignement - expert reconnu du monde arabe - quittait ses fonctions pour prendre l'ambassade de Kaboul. En conséquence, le président s'est trouvé sans ses garde-fous habituels, soumis à l'influence de Bernard-Henri Lévy et de l'émir du Qatar, qui l'ont poussé à recevoir, à reconnaître et à soutenir le CNT.

La décision unilatérale de Nicolas Sarkozy a stupéfié ses alliés allemands et italiens - c'est l'une des raisons de l'abstention de Berlin sur ce dossier à l'ONU – alors que son ministre des Affaires étrangères Alain Juppé semble avoir été placé dans une situation comparable à celle de Colin Powell en 2003, lors du déclenchement de l'invasion de l'Irak. Il a dû en effet défendre une position qu'il n'avait pas choisie et à laquelle il ne semble pas avoir été associé.

Les illusions dangereuses

Les illusions du président Sarkozy ont été renforcées par les déclarations outrancières des représentants de la toute jeune révolution libyenne et l'enthousiasme – légitime – de la population de Benghazi. Les dirigeants du CNT clament que « la décision du président français a sauvé plus d'un million de vie humaines » et que c'est l'amitié entre la France et le CNT qui a permis l'évolution actuelle la survie de la rébellion.

Indéniablement, la France et son président bénéficient d'une cote d'amour inégalée sinon inégalable dans toute la Cyrénaïque. La délégation, composée en majorité de Français, a reçu en tous lieux un accueil très favorable. Les drapeaux français sont arborés partout et sont même vendus dans les kiosques. A Derna, nos interlocuteurs nous ont déclaré avoir déjà noté une nette augmentation des demandes d'inscription à l'université en faculté de français, surtout de la part des femmes.

Il convient de reconnaître que le nom du président français n'aura sans doute jamais été aussi prononcé dans un pays étranger. S'il est encensé à l'Est, il est honni à l'Ouest, mais tout aussi présent dans les attroupements populaires et les médias, comme si la France seule était responsable de la situation aux yeux des deux parties. Les Libyens fidèles au régime font toutefois une nette différence entre le peuple français et son président.

Cette hypermédiation de la participation française est particulièrement trompeuse et dangereuse. Certes, certains contrats secrets ont déjà été conclus avec les insurgés, mais rien n'assure aujourd'hui que le pari du président Sarkozy de renverser le régime sera tenu. En cas de maintien au pouvoir de Kadhafi, les entreprises françaises se retrouveront dans une position extrêmement défavorable. En cas de partition du pays ou de négociation entre les parties, la France ne pourra jouer aucun rôle d'arbitre tant le ressentiment à l'égard de son président est fort à Tripoli.

Nous sommes convaincus que cet engagement irréfléchi de Paris dans le conflit libyen fait le jeu de Washington, qui laisse Nicolas Sarkozy s'afficher en moteur de la coalition, au risque, en cas d'échec, d'endosser toute la responsabilité de cette affaire. L'attitude plus discrète du président Obama permettra alors aux Etats-Unis de tirer les marrons du feu.

Le coût du conflit

Au regard de bénéfices incertains, le coût de ce conflit n'est pas négligeable. Certes l'opération aérienne permet l'engagement opérationnel des avions *Rafale*, ce qui pourrait avoir un impact positif pour leur exportation. Mais la France dépense chaque jour en Libye cinq fois plus d'argent qu'en Afghanistan. Cela est essentiellement du au coût des heures de vol de nos aéronefs et au prix élevé des munitions tirées.

Le coût de l'heure de vol - hors carburant - du *Rafale* est de l'ordre de 13 000 euros et celle du *Mirage 2000* de 11 000 euros. Les appareils de l'armée de l'air décollent des bases françaises, soit six heures de vol aller-retour de la Libye. Le coût des sorties est cependant en partie réduit depuis l'arrivée sur zone du porte-avions Charles de Gaulle.

Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, indiquait fin avril aux députés que 11 missiles de croisière *Scalp* avaient été tirés en Libye. Selon un document parlementaire, le prix de ce missile s'élève à 850 000 euros pièce. Onze *Scalp* représentent donc une somme de 9,35 millions d'euros. D'autres munitions moins onéreuses ont été tirées (missiles de moyenne portée AASM, bombes guidées laser GBU), mais selon les informations de la presse spécialisée, le coût des deux premières semaines d'intervention dépasserait les trente millions d'euros. Le coût final dépendra évidemment de la durée de l'opération. Mais cet engagement pèsera lourdement sur le budget de la Défense, déjà soumis à de fortes contraintes.

Comme l'habitude s'en est prise, le dépassement de crédits de fonctionnement contraindra à des ponctions sur les crédits d'investissement, qui représentent la préparation de la Défense pour les décennies à venir.

12. LE RISQUE TERRORISTE

Il n'y a pas de preuves irréfutables de la présence de terroristes, mais par nature ce type de présence est malaisément décelable. Ce qui est en revanche visible, c'est l'ambiance en Libye orientale, clairement marquée par l'intégrisme : les nombreuses femmes intégralement voilées, les hommes portant la barbe, imposent la comparaison avec l'Iran des ayatollahs.

Il convient également de noter que les Frères musulmans libyens sont traditionnellement implantés dans l'Est du pays. Surtout, depuis près de deux décennies, la Cyrénaïque – et plus particulièrement le djebel Akhdar - est la zone refuge du GICL.

Le Groupe islamique de combat libyen

Le Groupe islamique de combat libyen (GICL) a été fondé en Afghanistan, au début des années 1990, par des moudjahidines libyens, vétérans de la guerre soviéto-afghane, restés sur place à l'issue du conflit. Son existence n'a toutefois été officiellement annoncée qu'en 1995. Le GICL est inscrit sur la liste noire des organisations terroristes par le Conseil de sécurité de l'ONU.

À partir de 1995, sous la houlette d'Abou Abdallah Saddik, son leader historique, le GICL s'est lancé dans le djihad contre le régime de Tripoli. Une grande partie de ses militants est alors rentrée en Libye afin de renverser le colonel Kadhafi et de lui substituer un Etat islamique radical. Des actions terroristes ont ainsi été menées à l'intérieur du pays. Les services de sécurité ont alors réussi à déjouer une tentative d'attentat dirigée contre le Guide libyen en 1996. Ce dernier a aussitôt lancé une lutte sans merci contre le GICL et, chose impensable jusqu'alors, une coopération étroite a été établie avec les services de renseignement occidentaux pour lutter conjointement contre Al-Qaïda. Cette décision a fait du colonel Kadhafi un ennemi à abattre pour l'organisation

créée par Ben Laden ; le numéro 2 d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, désignait encore l'année dernière le guide libyen comme une de ses cibles prioritaires.

Les opérations policières menées en Libye ont contraint la plupart des activistes du GICL à quitter le pays pour poursuivre leurs activités à l'étranger. Beaucoup de militants se sont éparpillés au sein de cellules internationalistes d'Al-Qaïda.

- Le plus célèbre est Anas Al-Liby qui participa aux attentats d'août 1998 contre les ambassades américaines de Dar es Salaam, en Tanzanie, et de Nairobi, au Kenya. Il a été arrêté en mai 2002 à Londres.

- Un autre terroriste important est Ibrahim Abou Faraj Farj Al-Libi, qui a été arrêté au Pakistan le 2 mai 2005. Issu du GICL, il a réussi à grimper les échelons de la hiérarchie d'Al-Qaïda, plus particulièrement au sein du Comité militaire. Il faisait partie du premier cercle des fidèles d'Oussama Ben Laden qu'il avait rencontré au Soudan au milieu des années 90. Il était ainsi devenu le responsable des opérations extérieures de la nébuleuse de Ben Laden, succédant à Khaled Cheikh Mohamed après la capture de ce dernier, en mars 2003.

En novembre 2007, le GICL s'est déclaré filiale officielle d'Al-Qaïda, ce qui a accru la participation des djihadistes libyens aux opérations contre les Américains en Irak.

La Cyrénaïque, terre de djihadistes

Un rapport présenté en 2007 devant l'académie militaire américaine de West Point, a révélé que la Cyrénaïque, épice de la révolte contre le colonel Kadhafi, a été l'un des principaux foyers de recrutement des combattants islamistes engagés en Irak. Des documents saisis en 2007 en Irak par les forces américaines, contenant une liste de 600 combattants membres d'Al-Qaïda, indiquent ainsi que 112 d'entre eux étaient Libyens, et en grande majorité originaires de Cyrénaïque.

C'est plus particulièrement de la ville de Derna que sont originaires des centaines de combattants libyens partis combattre sur les théâtres d'opérations extérieurs du djihad, en Afghanistan ou en Irak. Certains sont depuis revenus en Libye.

La constatation la plus frappante qui se dégage de l'étude de West Point, c'est que la région qui va de Benghazi à Tobrouk, en passant par Derna, représente l'une des plus grandes concentrations de terroristes du monde, avec un combattant envoyé en Irak pour 1 000 à 1 500 habitants.

Si l'Arabie saoudite occupe la première place en valeur absolue en ce qui concerne le nombre des djihadistes (41%) partis combattre les forces américaines, la Libye, occupe le second rang (19%, soit 112 djihadistes). Cela signifie que presque un cinquième des combattants étrangers en Irak étaient libyens et que ce pays, en proportion de sa population, a davantage contribué au djihad que n'importe quelle autre nation, y compris l'Arabie saoudite. Et Derna (90 000 habitants) a envoyé plus de combattants (52) en Irak que n'importe quelle autre ville,

Une autre caractéristique de la contribution libyenne s'exprime à travers la proportion élevée de volontaires kamikazes dans ses rangs. Les djihadistes libyens étaient beaucoup plus portés à commettre des attentats-suicide (85%) que les autres nationalités (56%). Ce sont là des chiffres qui ne peuvent qu'inquiéter.

En 2009, les chefs du GICL emprisonnés auraient renoncé à leur lutte armée contre le régime de Kadhafi dans un accord conclu avec des représentants libyens de la sécurité. C'est la raison pour laquelle Saïf al-Islam, le fils du guide, aurait alors libéré 800 d'entre eux des prisons libyennes. Ils ont aujourd'hui rejoint les rangs de l'insurrection.

Ainsi la coalition militaire sous l'égide de l'OTAN soutient une rébellion comprenant des terroristes islamiques ; nul ne peut nier que les rebelles libyens aujourd'hui soutenus par Washington étaient, hier encore, des djihadistes qui tuaient des GI's américains en Irak.

La participation du GICL aux combats

Le chef des rebelles libyens, Hakim al-Hasidi - un des chefs du GICL ayant reçu un entraînement militaire dans un camp en Afghanistan - a déclaré que les djihadistes qui ont lutté contre les troupes alliées en Irak sont aujourd'hui en pointe dans le combat contre le régime de Kadhafi. Il disposerait d'un millier d'hommes sous son commandement. Al-Hasidi est aujourd'hui membre du CNT de Derna, responsable de la sécurité de l'est de la Cyrénaïque. Il opère sous les ordres du général Abdul Fatah Younis, ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi.

Ses propos sont confirmés par l'amiral américain Stavridis, Commandant suprême des Forces alliées de l'OTAN en Europe : « *Des douzaines d'anciens combattants du GICL participent aux efforts des rebelles visant à renverser Kadhafi* ». Mais il ajoute qu'ils l'ont fait à titre personnel au lieu d'organiser des opérations en tant que groupe constitué.

En écho à cette déclaration, le *Wall Street Journal* écrit que les leaders du GICL « *ont récemment pris leurs distances avec Al-Qaïda et soutiennent que leur combat n'a jamais visé que le régime libyen* ».

Les membres du Conseil national de transition, comme Achour Bourachid, originaire de Derna, ne s'offusquent aucunement de la présence des fondamentalistes au cœur de la révolution : « *Nous sommes tous musulmans (...). Nous sommes dans la phase de libération nationale. Ce n'est pas le moment d'exacerber nos différences. Nous commencerons à nous inquiéter lorsque ces gens s'exprimeront* ».

Pourtant, si Abdul Hakim Al-Hasidi a insisté sur le fait que ses combattants « *sont des patriotes et de bons musulmans, non pas des terroristes* », il a également déclaré que « *les membres d'Al-Qaïda sont également de bons musulmans et qu'ils se battent contre l'envahisseur* ». Plus inquiétant, il ajoute : « *Contrairement à ce qu'affirme Kadhafi, je ne fais plus partie d'Al-Qaïda. Mais si la situation d'instabilité perdure, je n'hésiterai pas à avoir recours à eux* ».

Les services de renseignement occidentaux sont très inquiets quant à la présence de combattants d'Al-Qaïda au sein des insurgés libyens. L'amiral Stavridis s'en est fait l'écho devant le Sénat des Etats-Unis. Il a reconnu tacitement que le renseignement américain a détecté des « *signes d'activités terroristes parmi les groupes rebelles* ». Cela est très alarmant mais n'a rien d'étonnant dans la mesure où les combattants du GICL sont le pilier de l'insurrection armée.

- Abdul Hakim Al-Hasidi aurait quitté Benghazi à la mi-avril, pour se rendre à Misrata sur un bateau chargé d'armes, avec « 25 combattants bien entraînés ».

- Abdelmomem Al-Madhouni - alias Mustapha al Zawi, Orwa, ou encore Ibn al-Ward - membre d'Al-Qaïda dans les années 1990, aurait été tué dans les combats à Brega ; il était recherché par Interpol.

- Ismail Sallabi, un autre membre du GICL, entrainerait 200 fondamentalistes dans la caserne du 7 avril à Benghazi, avec l'aide d'une vingtaine d'experts envoyés du Qatar.

Les déclarations d'Al-Qaïda

Saleh Abi Mohammad, le responsable des médias au sein de la branche maghrébine d'Al-Qada a accordé récemment une interview au journal saoudien *Al-Hayyat* publié à Londres.

Il y affirme que son organisation a établi des « émirats » à Benghazi, Al-Bayda, Al-Marj, Shihat et surtout à Derna. « *Nous sommes spécialement présents à Derna, où sheikh Abdul Hakim est notre émir et où il a formé - aux côtés d'autres frères - un conseil islamique pour gouverner la ville en vertu de la sharia* ». Il ne faut pas négliger de ce fait le potentiel de rayonnement régional qu'offrirait à Al-Qaïda une implantation ouverte dans la Libye orientale.

Saleh Abi Mohammad a également confirmé que l'organisation terroriste a acquis récemment des armes, « *destinées à protéger nos combattants et à défendre la bannière de l'islam* ». Cette présence d'Al-Qaïda en Libye est à l'origine des réserves occidentales sur la livraison d'armes aux rebelles.

Les réponses du CNT

Face à ces faits, les réponses des membres du CNT sont embarrassées. Au sujet des armes, ils reconnaissent qu'après la chute du système Kadhafi, à Benghazi, les arsenaux ont été pillés. Mais ils déclarent que la Libye orientale avait peu de casernes, souvent mal équipées. Les manifestants ne se seraient donc emparés que de petites quantités d'armes. Néanmoins, ils ne nient pas que la prolifération des armes est une réalité, C'est pourquoi le CNT fait un effort de recensement et a demandé aux citoyens de lui remettre ces armes à terme, lorsque la « crise » sera terminée.

Concernant la présence de terroristes, les dénégations sont plus catégoriques. La majorité des représentants interrogés affirment qu'il n'y a pas de terroristes étrangers (Al-Qaïda) dans l'est de la Libye, pas plus que de mercenaires favorables car les uns comme les autres seraient très facilement identifiés par la population. Un de nos interlocuteurs à Tobrouk a toutefois reconnu que des « combattants » avaient égorgé des soldats de Kadhafi à Ajdabiya. Mais ils ont été arrêtés et fichés. Ils ne seraient au demeurant que « quelques dizaines ».

La constitution d'un nouveau foyer terroriste régional ?

Les services de renseignement sont très inquiets sur le devenir des armes pillées par les insurgés dans les arsenaux libyens. En particulier des missiles sol-air portables de type SAM-7. Des membres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) auraient en effet acquis plusieurs exemplaires de ces matériels des mains de trafiquants libyens. Si l'information n'a pas été confirmée, les services français ont émis la crainte de les retrouver demain "au Sahel, en Afghanistan ou à La Courneuve". Selon Claude Guéant, le ministre français de l'Intérieur, l'armement destiné aux insurgés libyens a déjà transité en partie jusqu'au Sahel.

En effet, les autorités maliennes ont récemment déclaré avoir déjà enregistré plusieurs signes d'infiltration d'armes (AK 47, RPG 7, ZU 23 SAM 7) et de matériels (pick-up et camions de transport de troupes) dans le nord du pays.

C'est pourquoi, fin avril, le ministre malien des Affaires étrangères, Mr Soumeylou Boubeye Maïga, jugeait la situation « grave et préoccupante » dans la région. Il a fait état de l'installation d'une nouvelle base d'AQMI en territoire malien, à proximité de la frontière mauritanienne, à proximité de la localité de Nara (370 kilomètres au nord de Bamako). Plusieurs véhicules transportant des éléments supposés d'AQMI auraient été observés dans la forêt de Wagadou. Cette nouvelle base permettrait à l'organisation terroriste de lancer de nouvelles opérations en territoire mauritanien et de se replier au Mali.

Les répercussions de la crise libyenne se font ressentir jusqu'en Algérie, où selon des sources sécuritaires, la dégradation du climat sécuritaire en Kabylie est directement liée au conflit qui secoue ce pays, ce dont AQMI tirerait profit pour ses ravitaillements en armes et munitions.

Le conflit en Libye est donc un facteur d'insécurité pour l'ensemble de la région sahélo-saharienne, mais aussi du Maghreb. Grâce à l'arrivée des armes libyennes, AQMI est en train de renforcer son arsenal et d'accroître la menace qu'elle représente pour les États de la région. Les chefs d'état-major d'Algérie, du Mali, du Niger et de Mauritanie en ont récemment discuté à l'occasion d'une réunion qui s'est tenue à Bamako. Pire, AQMI pourrait être tenté d'étendre son action plus à l'est.

Les retombées des événements libyens pourraient favoriser l'apparition de sanctuaires, véritables « mini Waziristan », dans une région qui demeure excessivement difficile à contrôler par les forces de sécurité locales. Cette situation précaire n'est pas sans rappeler le contexte afghan des années 1990.

13. L'AVENIR DE LA REVOLUTION

Il n'est nul besoin d'insister sur les aspects critiquables du régime autoritaire imposé, depuis 1969, par Muammar Kadhafi à ses concitoyens. Il en existe de nombreuses illustrations que les médias internationaux diffusent à l'envi. Il n'en demeure pas moins que le contexte actuel tend à effacer les quelques aspects positifs de ce régime et que la vérité n'y gagne pas.

Rien n'est plus légitime que l'aspiration à plus de liberté et de démocratie. Les auteurs du rapport sont donc convaincus de la sincérité des démocrates libyens opposés au régime et qui souhaitent mettre un terme à l'autoritarisme de Muammar Kadhafi.

Néanmoins, l'étude des faits nous conduit à affirmer que le « révolution » libyenne n'est ni démocratique, ni spontanée. Nous sommes en présence d'un soulèvement armé organisé de la partie orientale du pays, dans un esprit de revanche et de dissidence. Ce mouvement se trouve avoir été largement impulsé et soutenu de l'étranger. Il n'est que de voir le nombre de drapeaux français, américains, qataris... dans les rues des villes de Cyrénaïque pour remettre en cause le caractère « national » de cette « révolution ». Surtout, c'est une insurrection dont les leaders se cachent. La situation n'a donc rien de comparable avec les révoltes populaires tunisienne et égyptienne.

Si l'on peut souhaiter la fin du régime actuel, il importe, en toute équité, de formuler des réserves au sujet du Conseil national de transition. Le CNT est une coalition d'éléments disparates aux intérêts divergents, dont l'unique point commun est leur opposition déterminée au régime. Les véritables démocrates n'y sont qu'une minorité,

quasiment otages des tenants d'un retour de la monarchie ou de l'instauration d'un islam radical et des nouveaux convertis de l'ancien régime. Ces trois factions ont compris qu'il fallait les mettre en avant afin de rassurer, sinon de berner, l'Occident. Or l'histoire a maintes fois montré que les défenseurs de la liberté sortaient rarement vainqueurs d'une « stratégie de front » dans laquelle cohabitent d'autres acteurs déterminés et armés.

Le CNT n'offre, en conséquence, aucune garantie malgré l'évidente bonne volonté des démocrates, car les anciens dignitaires du régime, les monarchistes et les islamistes sont majoritaires et entendent bien orienter le conseil dans le sens de leurs objectifs.

La Libye est le seul pays du « printemps » arabe dans lequel la guerre civile s'est installée - avec un réel risque de partition - et où le risque islamiste s'accroît. Il est probable que, si la frange la plus dure du CNT prenait le pouvoir en Cyrénaïque ou en Libye, nous assistions à l'islamisation radicale du pays. Ce que les djihadistes n'ont pu faire en Algérie, ils pourraient le réussir en Libye. Les conséquences en seraient alors catastrophiques pour le monde occidental.

Il apparaît donc que les puissances occidentales ont fait preuve d'un aventurisme coupable en s'engageant dans cette crise, à moins qu'il ne s'agisse d'un machiavélisme parfaitement cynique. Ce qui devait être une victoire facile est devenu un semi-échec que seuls les médias dissimulent, en raison de l'inconsistance des forces rebelles. L'enlisement des opérations des insurgés ne laisse aux nations occidentales que deux possibilités : un recul peu glorieux ou un engagement accru dans le conflit, notamment par l'envoi d'unités terrestres.

Il est possible d'esquisser aujourd'hui trois hypothèses s'agissant du dénouement du conflit.

- Tout d'abord, Kadhafi pourrait reprendre le contrôle de tout le pays. Si cela est militairement à sa portée, cela paraît peu plausible en raison de la détermination internationale contre lui.
- A l'inverse, il est peu probable que le régime soit menacé à court terme, comme on aurait pu encore le penser il y a un mois ou deux. Pour les forces insurgées, il sera très difficile de s'approcher de la capitale, région à l'origine du pouvoir du guide. Surtout, rien ne garantit que les rebelles de Cyrénaïque seraient accueillis en libérateurs à l'ouest.
- l'hypothèse d'une division du pays - de facto ou de jure - plus ou moins durable, entre la partie située à l'est de Syrte, contrôlée par la rébellion, et la partie occidentale ainsi que le sud, qui resteraient sous l'autorité du pouvoir, s'impose de plus en plus, bien que rejetée par chacune des deux parties. Les champs pétroliers - dont Kadhafi est parvenu à reprendre le contrôle - se situent sur la ligne de partage de ces deux espaces et sont l'enjeu majeur des affrontements. Celui qui disposera de ces ressources réduira à peu de choses l'avenir de l'autre partie.

Il ne faut pas exclure, si une telle partition voyait le jour, que les Etats-Unis se satisfassent du contrôle du golfe de Syrte, qui est d'une grande importance pour eux car il viendrait compléter leur dispositif de contrôle de la Méditerranée.

En attendant, seul le régime de Tripoli - certes affaibli - a répondu favorablement à certaines propositions de médiation et a lui-même offert un cessez-le-feu. Mais les insurgés, les Etats de la coalition et l'ONU ont rejeté toute solution de compromis.

L'intervention occidentale est en train de créer plus de problèmes qu'elle n'en résout. Que l'on pousse Kadhafi à partir est une chose. Que l'on mette pour cela la Libye à feu et à sang et que l'on fasse le lit de l'islam intégriste en est une autre. Les

manœuvres actuelles risquent fort de déstabiliser toute l'Afrique du Nord, le Sahel, le Proche-Orient, et de favoriser l'émergence d'un nouveau foyer d'islam radical, voire de terrorisme.

La coalition parviendra peut-être à éliminer le guide libyen ou à provoquer son départ. Mais l'Occident doit prendre garde qu'il ne soit pas remplacé par un régime plus radicalement anti-occidental et tout aussi peu démocratique. Il serait alors devenu son complice. Il est légitime de se demander si une telle direction n'est pas déjà choisie, lorsque l'on observe les étonnantes alliances contre-nature qui ont été conclues autour de l'affaire libyenne par Washington, pour l'unique défense de ses intérêts stratégiques. Tout laisse craindre que les Occidentaux n'aient oublié l'Afghanistan des années 1990 et, surtout, la vieille histoire de Charybde et Scylla.

Enfin, et cette considération n'est pas la moindre, il convient de poser la question de la légitimité d'une action qui vise à « déposer » un gouvernement au nom de la sacro-sainte démocratie et en oubliant que précisément les principes démocratiques imposent qu'un tel privilège n'appartienne qu'au peuple et non à l'étranger.

La communauté internationale n'est pas un super-Etat qui pourrait à sa guise chasser des gouvernements. Surtout au nom de principes qu'elle met en avant et, pour son propre compte, ne respecte pas. Et en distinguant soigneusement les coupables en fonction de leurs ressources pétrolières et non de leurs crimes, réels ou supposés.

Paris, le 30 mai 2011